UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les effets de la crise d'Octobre 1993 sur la vie socio-économique en commune Kiganda

Ndereyimana, Lin; Sous la direction: Pr Déo Nsavyimana

2010
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1584

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LES EFFETS DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE EN COMMUNE KIGANDA

Par :

Lin NDEREYIMANA

Sous la direction :

Pr Déo NSAVYIMANA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire.

Option : Science Politique

BUJUMBURA, FEVRIER 2010

DEDICACE

A Dieu Tout Puissant pour sa Protection ;

A notre père ;

A notre regrettée mère ;

A nos frères et sœurs ;

A nos amis et connaissances

A tous ceux qui nous sont chers ;

Nous dédions ce mémoire

REMMERCIEMENTS

Ce travail nous donne une opportunité de nous acquitter d'une dette de reconnaissance à l'égard de tous ceux qui nous ont aidé de diverses manières à sa réalisation.

Nos vifs et sincères remerciements vont d'abord au professeur Déo NSAVYIMANA qui, en dépit de ses multiples occupations, a accepté de diriger avec patience ce travail depuis son élaboration jusqu'à son achèvement. Ses conseils judicieux, ses remarques et sa compréhension nous ont été d'importance capitale. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude et de notre respect.

Nos sentiments de reconnaissance s'adressent également à tous nos éducateurs, du primaire à l'université du Burundi en général et ceux du Département d'Histoire en particulier. Qu'ils acceptent nos remerciements, car le pas franchi aujourd'hui est le fruit de leur formation humaine, morale et intellectuelle.

A vous chers frères NIYONZIMA Sother, NIYONGABO Prime, NKESHIMANA Eric et NKUNZIMANA Richard qui avez toujours été à nos côté quand il le fallait. Votre soutien fraternel nous a toujours été d'un grand secours.

Nous remercions aussi toutes les personnes qui nous ont livré des informations sans rien exiger au cours de notre enquête.

A vous enfin, amis et connaissances qui avez fait une courte échelle dans la vie et aux camarades de classe avec qui nous avons partagé le dur labeur quotidien. Nous vous souhaitons plein succès dans la vie.

Lin NDEREYIMANA

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACA : Au Cœur de l'Afrique

CFH : Centre de Formation pour Handicapés

CLAC : Centre de lecture et d'Animation Culturelle

COCO : Collège Communal

CRS : Catholic Relief Services

DPAE : Direction Provinciale de l'Agriculture et l'Elevage

DPE : Direction Provinciale de l'Enseignement

EEBU : Eglise Episcopale de Bujumbura

EP : Ecole Primaire

EPC : Ecole Professionnelle de Couture

FLSH : Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

IMC : International Medical Corps

MINAGRI : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

MININTER : Ministère de l'Intérieur

MRRDR : Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés

ONG : Organisation non Gouvernementale

OPCIT : Opere citato (auvrage déjà cité)

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PMN : Projet Mugamba-Nord

PARESI : Projet de Réhabilitation des sinistrés

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PRASAB : Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi

PREBU : Projet de Réhabilitation au Burundi

PUF : Presses Universitaires de France

RB : République du Burundi

RGPH : Recensement Générale de la Population et de l'Habitat

UB : Université du Burundi

UPP : Unité de Planification de la Population

LISTE DES TABLEAUX ET CARTES

A. TABLEAUX

Tableau n°1 : Evolution de la population et des densités par la colline de recensement en commune Kiganda de 1979 à 1990 12

Tableau n°2 : Evolution de la population de Kiganda par âge selon les recensements de 1979 et de 1990 13

Tableau n°3 : Projection du Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal : Commune Kiganda de 1994-2008 14

Tableau n° 4 : Recensement du bétail en commune de Kiganda 1997 26

Tableau n°5: La population déplacée par province en 1997 35

Tableau n°6 : Estimation du nombre de victimes de la commune Kiganda en 1993 37

Tableau n°7 : Effectifs des déplacés au Centre de la colline Kiganda en 1994 38

Tableau n°8: Recettes et Dépenses de la commune de 1996 à 2001 44

Tableau n°9 : Estimation des destructions des infrastructures socio-économiques pendant la crise 51

Tableau n°10 : Malnutrition dans les CDS par tranche d'âge (1993-1996) 53

Tableau n°11 : Effectif d'abandons dans les écoles primaires du canton Kiganda selon les directions scolaires (de 2003-2007) 56

Tableau n°12 : Evolution des effectifs des élèves dans les écoles secondaires: Cas de la commune Kiganda 58

Tableau n°13 : Infrastructures scolaires et fréquences 60

Tableau n°14. Réhabilitation et dépenses engagées par l'administration : de 1997-2003 67

Tableau n°15. Les associations et leurs sous-projets financés 75

B. CARTES

Carte n°1: Localisation de la zone d'étude 8

Carte n°2 : Les infrastructures socio-économiques en commune Kiganda avant la crise de 1993 22

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i
REMMERCIEMENTS ii
SIGLES ET ABREVIATIONS iii
LISTE DES TABLEAUX ET CARTES v
TABLE DES MATIERES vi

O. INTRODUCTION GENERALE 1
0.1. Intérêt et choix du sujet 2
0.2. Problématique 4
0.3. Délimitation du sujet 5
0.4. Méthodologie du travail 5
0.5. Articulation du sujet 5

CHAPITRE I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE KIGANDA 7

I.1. Présentation physique et humaine 7
I.1.1. Situation géographique de la commune 7
I.1.2. Le milieu physique 9
I.1.2 .1. Le relief et l'hydrographie 9
I.1.2.2. Le climat 9
I.1.2.3. Le sol 10
I.1.2.4. Le couvert végétal 10
I.1.3. L'aspect humain 11
I.1.3.1. Explication du peuplement dans la commune Kiganda 15
- Le facteur « milieu naturel » 15
- Le facteur « historique » 16
I.2. Organisation administrative et équipement socio-économique de la commune 17

I.2.1. Organisation administrative 17
I.2.2. Equipement socio-économique 18
I.2.2.1. Les centres de santé 18
I.2 .2.2. L'éducation et la formation 19
- L'enseignement primaire et parascolaire 19
- L'enseignement technique 20
-L'enseignement secondaire 20
I.2.2.3. Le mouvement coopératif 21
- Les coopératives d'épargne et de crédit 21
- Le service de poste 21
I.3. Les activités exercées en commune Kiganda 23
I.3.1. Les activités agricoles 23
I.3.1.1. Les cultures d'exportation 23
- Le café 23
- Le thé 23
- La fertilisation des sols 24
I.3.2. Les activités pastorales 25
- L'élevage 25
I.3.3. Les activités artisanales 27
I.3.4. Les activités commerciales 28
- Les prix sur le marché 28

CHAPITRE II. KIGANDA FACE A LA CRISE D'OCTOBRE 1993 29

II.1. Analyse conceptuelle de la crise 29
II.2. La crise d'octobre 1993 au niveau national 33
II.3. Impact de la crise sur la population rurale en commune Kiganda 34
II.3.1. Crise au niveau des collines en commune Kiganda 36
II.3.2. Reconstitution des sites 38
II.3.3. Les conditions de vie dans les sites des déplacés 40

II.3.3.1.L'alimentation 40
II.3.3.2.Le logement 41
II.3.3.3.L'habillement 41
II.3.4.Le rôle de la jeunesse pendant la crise 41
II.3.4.1.Mesures de sécurité 42
II.4. Effets de la crise sur les activités socio-économiques 43
II.4.1. Paralysie des activités économiques 43
II.4.1.1. Le secteur agricole 45
-Les cultures vivrières 45
-Les cultures industrielles 45
-Crise dans l'encadrement agricole 46
II.4.1.2. Le domaine d'élevage 48
- Diminution des effectifs du cheptel 48
- Dysfonctionnement des associations d'éleveurs 49
- Projet Mugamba-Nord 50
II.4.2. Incidences de la crise sur les infrastructures publiques 50
II.4.2.1. Les infrastructures administratives 50
II.4.2.2. Les secteurs sociaux 52
-Le secteur de santé 52
-Le secteur de l'éducation 55
- Manque de matériel didactique et infrastructures scolaires 59
II.4.3. L'effritement des valeurs 60
II.4.3.1. La recrudescence du banditisme 61
II.4.3.2. La criminalité en commune Kiganda 61

CHAPITRE III. LES REMEDES A LA CRISE D'OCTOBRE 1993 EN COMMUNE KIGANDA 62

III.1. La place des différents acteurs. 62
III.1.1. L'encadrement de la population 63

III.1.2. La réinstallation et la réinsertion des déplacés.....64
III.1.3. La réhabilitation.....65
III.2. Le rôle des associations 68
III.3. Le rôle des organismes internationaux et des O.N.Gs 69
III.3.1. Organismes internationaux.....69
III.3.1.1. L'Organisation Mondiale de la Santé 69
III.3.1.2. Programme Alimentaire Mondial.....70
III.3.2. Les autres ONGs : Solidarité, IMC, CRS, EEBU. 70
III.3.3. Les autres bienfaiteurs 71
III.4. La réintégration dans la vie socio-professionnelle.....72
III.4.1. Développement du secteur informel 72
III.4.2. Regroupement dans les associations.....73

CONCLUSION GENERALE.....76

BIBLIOGRAPHIE 78

ANNEXES 80

O. INTRODUCTION GENERALE

Depuis son indépendance, le Burundi a connu une instabilité sociale et politique chronique avec des crises et des violences répétitives. Ces crises aboutirent au cataclysme de 1993. C'était une crise jamais connue dans l'histoire de notre pays, qui a laissé les Burundais dans le désespoir total. Des gens se sont entretués ; des innocents, des vieillards, des femmes et des enfants furent massacrés par leurs voisins. Toutefois, bien qu'elle ait frappé le pays, toutes les régions ne l'ont pas ressentie de la même façon. Ainsi, la commune Kiganda en province de Muramvya au centre du pays, n'a pas été à l'abri de ces calamités. Dans cette localité, les effets de cette crise marquent toujours la vie de la population.

La crise de 1993 aura profondément anémié le secteur socio-économique et la vie quotidienne des ressortissants de Kiganda en a été profondément affectée. A la détresse matérielle s'ajoutait une insécurité nourrie par la peur du Hutu pour le Tutsi et vice-versa. Les pertes en vies humaines étaient énormes, des infrastructures socio-économiques : routes, magasins, écoles, centres de santé, étaient saccagés et détruits.

Comme Kiganda est étendue sur deux régions naturelles : le Kirimiro et le Mugamba, dès le début de la crise, certaines localités devinrent inaccessibles selon qu'on était de telle ou de telle ethnie. Le Kirimiro au nord était réservé à la population Hutu tandis que le Mugamba était devenu un lieu de refuge des Tutsi.

A partir d'octobre 1993, des populations fuyant les massacres se mirent en mouvement. C'était des Tutsi de différentes collines qui affluaient vers le centre de Kiganda et les locaux destinés normalement aux activités scolaires devinrent des lieux de refuge. Les conséquences furent ressenties immédiatement dans le

domaine de l'éducation. Ces locaux hébergeant les écoles primaires Kiganda I et II n'étaient plus disponibles pour l'éducation des écoliers. Par après, certains rescapés des massacres, jeunes et adultes s'érigèrent en une force d'auto-défense parfois même offensive et se rendirent coupables de crimes, vols, etc.

Avec l'arrivée des militaires, les Hutu de Kirimiro s'enfuirent vers Mbuye et Rutegama. En même temps, les habitations des uns et des autres furent pillées. La hausse des prix des produits de première nécessité fut la caractéristique de cette période fort troublée. La production agricole baissa fortement et ne couvrait plus les besoins de la population. Pour survivre, certaines gens durent s'organiser ; d'où la création de petites activités génératrices de revenus.

0.1. Intérêt et choix du sujet

Le choix du sujet n'est pas le fait du hasard. C'est au cours d'un séminaire de recherche animé par le Professeur Julien NIMUBONA que l'idée nous est venue à l'esprit. Pour lui, la pertinence d'un sujet de mémoire réside dans son intérêt. Il faut entendre par là l'intérêt scientifique et social.

Le travail intitulé **« Les effets de la crise d'octobre 1993 sur la vie socio-économique en commune Kiganda »** ne nous donnera pas seulement l'opportunité de satisfaire notre curiosité scientifique ; il instruira, espérons-le, le lecteur désireux de connaître de façon substantielle la relation entre la crise d'octobre 1993 et l'économie dans une localité précise : la commune Kiganda. Nous voudrions aller au-delà des simples perceptions et autres préjugés sur les séquelles de la crise d'octobre 1993 en matière socio-économique au Burundi en général et en commune Kiganda en particulier. Nous nous efforçons également de savoir à quel point la commune a souffert de la crise en faisant connaître les impacts que cette dernière a provoqué sur la vie de la population. Nous voulons aussi apprendre aux générations futures qui n'ont pas vécu cette crise, les

méfaits de la guerre afin qu'elles n'oublient et ne soient pas condamnées à revivre l'histoire tragique que le Burundi a connue, faute d'y avoir médité et d'en avoir tiré des leçons notamment à partir de la lecture d'un écrit correctement documenté.

Le choix du sujet a été enfin motivé par le nouveau comportement des fonctionnaires de la commune Kiganda. En effet, les gens ont toujours l'habitude de dire que la vie est moins chère à l'intérieur du pays qu'en ville. Avant l'éclatement de la crise, un fonctionnaire de l'Etat pouvait satisfaire ses besoins vitaux avec son salaire mensuel. Actuellement, cela est impossible. Ainsi, beaucoup de fonctionnaires se sont investis dans de petites activités pour pallier à cette insuffisance de leurs revenus.

A partir de ce constat, nous voudrions pousser plus loin nos recherches pour savoir réellement ce qui est à la base de cet appauvrissement des nantis d'hier à Kiganda. Les causes, sont-elles liées à la crise ou certaines lui sont antérieures ? C'est en recueillant les témoignages des gens de notre milieu d'enquête que nous saurons ce qu'il en est au juste.

La commune Kiganda a été choisie parce que nous la connaissons plus que les autres par le fait même que nous y sommes né et y avons grandi. Nous y avons également fait nos études, du primaire au secondaire au moment où ladite crise atteignait son paroxysme.

0.2. Problématique

Dans tous les pays qui ont connu des guerres, les pertes en vies humaines et matérielles sont énormes. Il en fut ainsi pour notre pays.

A Kiganda, l'accalmie a fourni l'occasion de se rendre compte qu'après plus de dix ans de guerre, le comportement social et moral de la population a changé positivement mais aussi négativement. La vie menée dans les camps, les déplacements momentanés ont fait que cette population cherche d'autres moyens pour survivre. Il s'agit ici d'analyser tous ces changements. Eu égard à ce constat, nous nous sommes posé certaines questions suivantes :

- Comment la crise d'octobre 1993 a-t-elle affecté la commune Kiganda ?
- Quel comportement adopté par la population déplacée et non-déplacée pendant et après la crise ?
- Les activités économiques notamment l'agriculture et l'élevage ont-elles régressé dans la commune suite à la crise ?
- La commune Kiganda a souffert des calamités diverses depuis 2005. Ces calamités sont-elles dues à la possession des armes à feu par la population ?

Dans ce travail, nous nous efforçons de rechercher à répondre à ce questionnement mais nous ne nous nourrissons pas d'illusions sur le retour probable du statu quo ante à Kiganda.

0.3. Délimitation du sujet

Compte tenu des moyens dont nous disposons, il n'est pas facile de mener notre étude sur tout le territoire national. C'est pourquoi nous avons limité notre étude sur une petite entité administrative qu'est la commune Kiganda. La borne inférieure de notre travail est octobre 1993 correspondant au début de la crise. La borne supérieure est 2008, année de choix de notre sujet.

0.4. Méthodologie du travail

Pour mener à bien ce travail, nous avons recouru aux sources écrites et orales. Concernant les sources écrites, nous avons consulté la littérature existante sur la crise de 1993 au Burundi dont l'essentiel est constitué des ouvrages généraux, mémoires et articles de revues. Les rapports de l'administration à la base, de la DPAE et de la DPE nous ont aussi été utiles.

La nature de notre de notre sujet nous a conduit sur terrain pour effectuer des enquêtes orales. Nous nous sommes rendu dans certains ministères pour consulter les autres documents d'archives.

0.5. Articulation du sujet

Ce travail comprend trois chapitres :

Dans le premier chapitre, nous présentons le cadre rural qui constituait la commune avant crise d'octobre 1993. Nous allons développer les principales caractéristiques de la commune à savoir le milieu physique et humain. Nous décrivons aussi l'organisation administrative et faisons connaître l'équipement socio-économique ainsi que les activités productives menées en commune Kiganda.

Au second chapitre, nous analysons brièvement, le concept du mot « crise », ses manifestations à Kiganda ainsi que ses répercussions sur la vie socio-économique de la majorité des habitants de Kiganda.

Enfin au troisième chapitre, nous voyons les actions menées par les divers acteurs : différentes personnalités physiques et morales en vue de porter secours aux gens et les effets de cette crise en commune Kiganda.

CHAPITRE I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE KIGANDA

I.1. Présentation physique et humaine

I.1.1. Situation géographique de la commune

La commune Kiganda se trouve en Province de Muramvya. Elle est frontalière des communes Rutegama à l'est, Muramvya à l'ouest, Ndava et Rusaka respectivement au sud-est et au sud-ouest. De par sa situation géographique, la commune Kiganda est vraiment enclavée. Elle est à peu près à 10 km de la route nationale n°2 et est reliée par une piste empierrée soumise souvent à une forte érosion pendant la saison des pluies. La même piste relie le centre Kiganda à celui de Mwaro. Elle s'étend sur une superficie de 11150 hectares et couvre environ 7,3% de la superficie provinciale[1].

Cette superficie de la commune est inégalement répartie sur deux régions traditionnelles à savoir le Kirimiro et le Mugamba. Le Kirimiro au nord avec 12 collines de recensement et le Mugamba au sud comptant seulement 4 collines de recensement[2].

[1] République du Burundi, Ministère à la présidence chargé du plan, monographie de la Province Muramvya, Cellule de planification régionale et aménagement du territoire, Bujumbura, 1986, p.5.
[2] Idem.

Carte n°1 : Localisation de la zone d'étude



Source: Ministère de l'Interieur/Département de la Population

I.1.2. Le milieu physique

I.1.2 .1. Le relief et l'hydrographie

Le relief de la commune Kiganda est peu accidenté et montagneux. Cependant, il existe des nuances : au nord de la commune, la topographie est accidentée tandis qu'au sud, le relief est plus aéré. La commune Kiganda est traversée par la rivière Nyavyamo qui se jette dans la Mucece, séparation naturelle entre les communes Kiganda et Muramvya. Au nord, la rivière Mubarazi forme la frontière naturelle avec Mbuye. Les eaux de la commune Kiganda appartiennent au bassin du Nil.

I.1.2.2. Le climat

Le climat de la commune Kiganda est de type « intertropical » caractérisé par deux saisons sèches alternant avec deux saisons de pluie[3]. En réalité, il ne s'agit que de deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies. Actuellement, la saison des pluies commence vers la fin du mois de septembre pour se clôturer au mois de mai. La saison sèche quant à elle commence avec le mois de juin et se termine au mois de septembre. A la mi-décembre jusqu'à la mi-février apparaît un certain fléchissement des pluies appelé « petite saison sèche ». La « petite saison des pluies » s'étend de fin septembre à décembre.

Le climat de la commune Kiganda est influencé en partie par l'altitude. Au niveau de tout le pays, la commune se trouve en zone climatique habituellement qualifiée de « zone tropicale tempérée ». Vers l'ouest de la commune, la haute altitude fait que cette région se rapproche de la zone à climat rude de la crête Congo-Nil. La commune Kiganda n'a pas de station météorologique pour nous permettre de mieux préciser les renseignements

[3] A. Mertens, Contribution à la connaissance des régions naturelles au Burundi, Superficie et densité de la population par colline de recensement, Bujumbura, ISABU, 1984, p.11.

comme la rigueur de la saison sèche, la variation de la température et la pluviométrie. Cependant, il convient de signaler qu'il y a des nuances. Le climat du nord est moins frais que celui du sud parce que situé à des altitudes différentes.

I.1.2.3. Le sol

La partie nord de Kiganda est dominée par des sols rouges appelés « inombe ». Ces sols sont fort appréciés par les cultivateurs et sont fertiles. Le sud qui constitue la région traditionnelle de Mugamba a des sols de couleur gris-foncé de textures fines accompagnés de sables grossiers. Ces sols sont généralement acides et peu fertiles par rapport à ceux du Kirimiro[4].

I.1.2.4. Le couvert végétal

L'occupation ancienne de la région et la pression démographique actuelle sont responsables de la disparition des espèces naturelles. Aujourd'hui, la végétation naturelle a entièrement disparu. On s'efforce de planter des arbres sur le haut relief rocheux. Le couvert végétal a été donc décimé par les labours successifs et les feux de brousse pendant la saison sèche.

Au nord de la commune, les densités humaines ont également colonisé toutes les terres. Les collines et les vallées ont été exploitées par les paysans. Le couvert végétal naturel au sud n'a pas encore disparu. Quelques versants des collines sont occupés par des prairies d' éragrostis très maigres et parsemés de quelques arbustes. Mais là aussi, la jachère devient de plus en plus rare. Il existe quelques boisements dans les espaces dits domaniaux, qui datent de l'époque coloniale, des boisements communaux ainsi que des boisements dits privés qui

[4] BIZIMANA, D., L région de Kiganda, étude géographique d'un milieu naturel, mémoire, UB, 1985, p.64.

sont de petites tailles. Ces boisements sont constitués d'eucalyptus, de cèdres, de callitris, de cyprès, mais ils ne sont pas souvent bien entretenus.

I.1.3. L'aspect humain

La commune Kiganda est restée depuis longtemps l'une des communes les plus densement peuplées de la province de Muramvya et même du Burundi. En effet, de 324hab/km² en 1979, la densité de cette commune est passée à 368hab/km² en 1990 alors qu'elle était respectivement de 246hab/km² et 285hab/km² en moyenne pour la province de Muramvya, et 145hab/km² et 192 hab/km² pour tout le pays au cours des mêmes années[5].

[5] République du Burundi, Recensement général de la population, août, 1979, p.15.
République du Burundi, Recensement général de la population et de l'habitat, août 1990, p.51.

Tableau n°1 : Evolution de la population et des densités par la colline de recensement en commune Kiganda de 1979 à 1990

Collines	Superficie (ha)	1979	1990	
		Population	Densité	Population	Densité
Burenza	692	2279	329	2479	358
Gahweza	1325	2535	191	2608	197
Kanyami	1119	1931	83	2141	131
Musongati	1725	2347	132	2684	151
Kanegwa	370	1620	437	2211	598
Kayange	543	1267	225	2140	394
Kiganda	632	2390	378	2407	381
Kivyeyi	558	2402	430	3154	565
Martyazo	428	2949	689	3272	764
Murambi	502	1777	354	2242	447
Ngara	597	2500	411	2644	466
Nkomwe	315	1975	627	2037	647
Nyagisozi	408	1893	464	2402	268
Renga	508	1227	211	1402	242
Rubumba	652	1601	245	1795	268
Ruvumu	692	1754	253	1970	285

Sources: Recensement général de la population, août 1979, p.15.

Recensement général de la population et de l'habitat, août 1990, p.51.

La progression rapide du peuplement est la conséquence d'une structure démographique très jeune. Les résultats définitifs du recensement de 1979 et de 1990 l'indiquent. Cela est la caractéristique des pays en voie de développement en général et de notre région d'étude en particulier. Le tableau n°2 le montre bien.

Tableau n°2 : Evolution de la population de Kiganda par âge selon les recensements de 1979 et de 1990

	1979	1990		
Classe d'âge	**Effectifs**	**%**	**Effectif**	**%**
0-4ans	5278	16,3	6320	16,8
5-9ans	4321	13,3	6202	16,5
10-14ans	3836	11,8	4970	13,2
15-19ans	4011	12,3	3711	9,9
20-24 ans	3352	10,3	2824	7,5
25-29 ans	2392	7,4	2522	6,7
30-34ans	1466	4,5	2202	6,1
35-39ans	1316	40,0	1272	5,2
40-44	1046	3,2	1023	3,2
45-49 ans	937	2,2	1101	2,9
50-54ans	973	2,0	851	2,3
55-59ans	779	2,4	655	1,7
60-64ans	712	2,2	1812	4,8
65 et plus	1535	4,7	1812	4,8
Total	**31954**	**100,0**	**37277**	**100,0**

Source : Recensement Général de la Population, août 1979, p.9.

Recensement Général de la Population et de l'Habitat, août, 1990, p.92.

La lecture de ce tableau apprend que, la population de la commune Kiganda au cours des année 1979 jusqu'en 1990, est majoritairement très jeune. Environ 29% de la population avait moins de 10 ans. A ce propos, CALDWELL écrit : *« une population en voie d'accroissement rapide comprend, si l'on considère sa structure par âge, une proportion relativement faible de population active (âge compris entre 15 et 64 ans) et un fort pourcentage de personnes à*

charge » (et surtout des enfants qui ne travaillent pas, ou dont le rendement n'est pas à la mesure de ce qu'ils consomment[6]

Selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1990, la commune Kiganda comptait 37538 habitants. A en croire les chiffres provisoires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008, elle comptait 48597 habitants. Ces chiffres ne sont pas loin des projections du Ministère de l'Intérieur qui y prévoyait 48584 habitants en 2008.

Tableau n°3 : Projection du Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal : Commune Kiganda de 1994-2008

Année	Population
1994	39663
1995	39856
1996	40031
1997	40189
1998	40329
1999	40954
2000	41549
2001	42114
2002	42648
2003	43151
2004	44187
2005	45247
2006	46333
2007	47445
2008	48584

Source: Tableau réalisé par l'auteur à partir des données du MININTER, Département de la population, ,2008.

[6] CALDWELL, J.C., Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest, New York, The Population Council, 1973, p.5.

Selon la même source nous avons constaté si on tient compte de cet effectif par sexe, que le nombre de femmes est plus élevé que celui des hommes. Les femmes étaient estimées à 25693 tandis que les hommes à 22904, soit53 % pour les femmes et 47% pour les hommes. D'une manière générale, au niveau national, le nombre de femmes est plus élevé que celui des hommes. Les hommes sont plus vulnérables que les femmes pour diverses raisons : les guerres, les accidents emportent beaucoup plus d'hommes que de femmes. A cela s'ajoute même la migration nationale et internationale qui touche beaucoup plus les hommes que les femmes.

I.1.3.1. Explication du peuplement dans la commune Kiganda

Comme nous l'avons indiqué dans les lignes ci-dessus, certaines localités de la commune ont de très fortes densités humaines. D'autres se distinguent par un peuplement très clairsemé. Cela s'explique par deux facteurs : il s'agit du facteur « milieu naturel » et du facteur «historique ».

- Le facteur « milieu naturel »

De par sa géographie et son histoire, la commune Kiganda est caractérisée par deux foyers de peuplement à savoir les terres fertiles du Kirimiro et les collines d'anciens enclos royaux. Le Kirimiro est un espace entièrement occupé par des cultures. Les jachères sont inexistantes. Cette contrée subit aussi une très forte pression démographique comme nous l'avons déjà souligné. Grâce à un climat salubre des plateaux et les terres fertiles par excellence, les cultures variées y sont pratiquées : la patate douce, le haricot, le manioc, le bananier, les arachides, etc. et les cultures industrielles comme le café arabica mais également le thé sur la colline Murambi.

Par contre, le Mugamba est peu fertile mais riche en élevage. Cet espace est dominé par des montagnes avec un climat plus frais favorisant beaucoup l'élevage grâce aux grandes étendues de pâturages. Elle est moins densément peuplée que la partie Kirimiro.

Concernant les concentrations humaines, il est clair que les collines appartenant au Kirimiro ont des densités qui dépassent la moyenne de la commune, de la province et même du pays d'après le recensement de 1990. Ce sont entre autres les collines Kanerwa, Martyazo, Nkomwe et Nyagisozi qui avaient à cette date respectivement 598, 764 et 589 hab/km^{72}.

Malheureusement, le traitement des données du recensement de 2008 n'était pas encore fait pour les densités des collines. Cela nous aurait permis d'établir la comparaison avec celle de 1990.

- Le facteur « historique »

Au début du 20e siècle, la Commune Kiganda avait une grande importance dans l'histoire du Burundi. C'était un des grands enclos de Mwezi Gisabo en plus de Bukeye, Banga et Mbuye. Il y avait « des résidences abritant une reine sur la colline de Kiganda »[8]. C'est à Kiganda que le traité du 6 juin 1903 fut signé. Cet endroit servait aussi le roi pour célébrer l'Umuganuro ou la fête de semailles. A ce propos, SIHINGEREJE écrit : *« la fête du Muganuro était comprise comme une fête grâce à laquelle le roi accordait à son peuple la bénédiction des semences, la prospérité et la fécondité »*[9].

---

[7] République du Burundi, Recensement général de la population, op.cit., p.92.
[8] GAHAMA, J., Histoire du Burundi, des origines à l'indépendance, Bujumbura, p.30.
[9] SIHINGEREJE, V., L'anti-Roi Kirima ou échec d'une tentative dynastique au Burundi (fin 19e siècle- début 20e siècle), mém., UB, Bujumbura, 1982, p.82.

Les cérémonies d'intronisation du nouveau roi se déroulaient même à Kiganda, au confluent des rivières Mucece et Nyavyamo. Ces cérémonies faisaient affluer beaucoup de monde. Dans le Burundi ancien, les collines proches des domaines royaux, des chefs et des sous-chefs étaient plus peuplés que d'autres. Toutes les catégories sociales affluaient vers la capitale royale et les activités y étaient plus nombreuses. A ce sujet, NSANZE écrit : « *Beaucoup de gens des régions environnantes ou éloignées venaient travailler à la cour, séjourner sur le domaine et obtenaient du roi des terres à cultiver* »[10].

Ces migrations temporelles à la cour royale ont ainsi contribué au peuplement du domaine de Kiganda parce que son importance historico-politique est indéniable. Il ressort que les collines sur lesquelles habitaient les chefs et les sous-chefs avaient eu et ont toujours de fortes densités humaines selon les recensements de 1979 et de 1990.

I.2. Organisation administrative et équipement socio-économique de la commune

I.2.1. Organisation administrative

La commune Kiganda est constituée de 16 collines de recensement qui sont réparties en trois zones à savoir : Gatabo au nord avec 4 collines (Kivyeyi, Martyazo, Murambi et Nyagisozi) ; Kanyami au sud avec 5 collines (Gahweza, Kanyami, Musongati, Ngara et Nkomwe) et Kiganda au centre avec 7 collines (Burenza, Kanegwa, Kayange, Kiganda, Renga, Rubumba et Ruvumu). Chaque colline est administrativement représentée par un conseil de colline avec à sa tête un chef de colline. Ce dernier est l'animateur de la paix sociale et du

[10] NSANZE, A., Un domaine royal au Burundi, Mbuye (environ 1850-1945), Paris, 1880, p.16.

développement dans sa circonscription selon l'article 38 de la loi communale de 2005[11].

Le conseil de colline est composé de 5 membres élus au suffrage universel direct et a pour mission :

- de fixer, en concertation avec le conseil communal, les mesures et conditions de réalisation des actions de développement et de sauvegarde de la paix sociale sur la colline ou dans le quartier ;
- d'assurer, sur la colline ou au sein du quartier, avec les Bashingantahe de l'entité, l'arbitrage, la médiation, la conciliation ainsi que le règlement de conflits de voisinage ;
- de donner des avis sur toutes les questions concernant la colline ou le quartier ;
- de suivre, au nom de la population, la gestion des affaires de collines ou du quartier.

I.2.2. Equipement socio-économique

I.2.2.1. Les centres de santé

La commune Kiganda dispose de 3 centres de santé et d'un hôpital. Chaque zone a son propre centre de santé. Le troisième centre se trouve dans la zone Kanyami et a ouvert ses portes à la fin de l'année 2008. Il a été construit sur l'initiative des populations originaires de ladite zone.

Le centre de santé de la zone Kiganda est équipé de 50 lits d'hôpital et de 33 lits de maternité. Le personnel est composé d'un médecin généraliste, un intendant, des infirmiers et des travailleurs-plantons. Ce centre de santé date des années 1950 et a été construit par Sœur Romandina, une religieuse belge

[11] République du Burundi. Loi n°1/016 du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale, p.14.
[12] Idem. p.13, art.37.

catholique célèbre dans la province actuelle de Muramvya pour son dévouement envers les malades qu'elle soignait avec beaucoup d'affection. Le dernier centre se trouve dans la zone Gatabo. Ce centre appartient à l'Eglise protestante. En octobre 1993, il a été saccagé et pillé par une foule en colère. Il a été réhabité et est fonctionnel aujourd'hui. Ces différents centres de santé implantés dans la commune Kiganda ont des difficultés liées à la crise comme nous allons le voir dans le chapitre II.

I.2 .2.2. L'éducation et la formation

- L'enseignement primaire et parascolaire

L'évidence veut que l'avenir à moyen et à long terme d'un pays dépende intimement de l'éducation des citoyens[13].

En commune Kiganda, le réseau d'écoles primaires est plus ou moins dense. Elle compte environ 14 écoles primaires, soit une école par colline de recensement[14]. Au centre de la commune, près de la paroisse, on y trouve deux écoles primaires, et chaque bloque comporte douze salles de classe. Il y a Kiganda I, qui est appelé « école des garçons » et Kiganda II, « école des filles ». Actuellement, tous les sexes s'y rencontrent et partagent une même salle de classe.

L'enseignement parascolaire à Kiganda subsiste. Il est organisé par l'école « Yagamukama ». Cette dernière est conçue comme une école d'alphabétisation sous la responsabilité de la paroisse. On trouve des salles dans les succursales. Nous avons remarqué également que beaucoup d'enfants la fréquentent encore malgré la gratuité de l'enseignement au niveau du primaire.

---

[13] YAP. A., Comment résoudre le malaise camerounais ? Elément d'analyse et de réflexion, presse de Polis, avril, 1998, p.90.

[14] Commune Kiganda, Rapport annuel de l'administration communale, 2007.

- L'enseignement technique

*** Ecole professionnelle de couture de Kiganda**

Cette école forme des couturiers qui peuvent trouver du travail dans les entreprises de la capitale. A l'époque, ils étaient au COTEBU. D'autres allaient demander l'emploi dans les ateliers de couture de l'armée ou dans des ateliers indépendants de la capitale. Cette école accueillait des élèves qui échouaient au concours national ou dans les deux premières années de collège. Les élèves passaient trois années et terminaient avec un diplôme A_4.

Dès l'année scolaire 2008-2009, cette école a accueilli désormais des élèves ayant la 8e année réussie. Ceux qui auront la chance de terminer leurs études, seront sanctionnés par un diplôme A_3.

*** Le centre de formation pour handicapés**

Ce centre a deux missions principales :

- la première est de soigner des enfants et des personnes handicapées.
- La deuxième est d'apprendre aux handicapés des activités de la vie courante qui les aideront dans la vie active professionnelle. Ainsi, on apprend à ces personnes la menuiserie, la broderie, la couture, etc. C'est un centre qui est bien équipé et il est parmi les rares centres de formation qui équipent les lauréats pour leur entrée dans la vie professionnelle.

-L'enseignement secondaire

En commune Kiganda, on trouve un lycée pédagogique doté d'un cycle complet d'humanité générale et d'un internat. Il existe également trois collèges communaux. Le premier est fonctionnel depuis 1992 et se situe sur la colline Ruvumu, zone Kiganda à quelques 2km de centre de Kiganda. Actuellement, ce collège est devenu un lycée communal avec une section pédagogique et les

élèves ne cessent d'augmenter en nombre chaque année. Le deuxième est implanté dans la zone Gitaba. Il a été construit en 1996. Ces écoles ont souffert de la crise et ne s'en sont pas encore complètement remis comme nous le verrons au chapitre II. Le troisième commence avec l'année scolaire 2009-2010 sur la colline Renga avec une seule salle de 7e.

I.2.2.3. Le mouvement coopératif

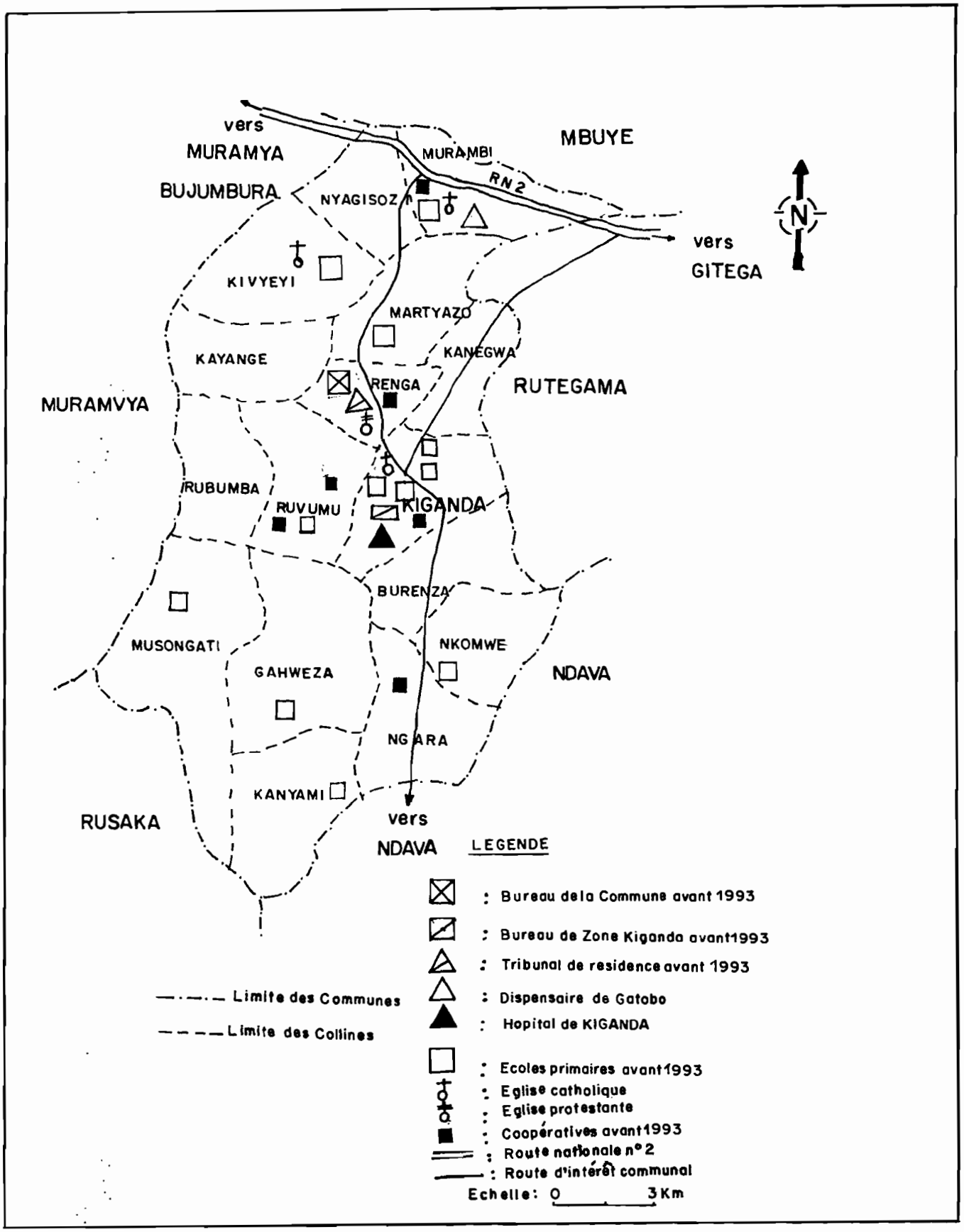
- Les coopératives d'épargne et de crédit

Le mouvement coopératif d'épargne et de crédit n'est pas bien implanté dans la commune. Une seule COOPEC sert de nos jours toute la population. Elle répond au besoin de sécurisation de l'épargne de la population.

- Le service de poste

A Kiganda, il n'existait ni bureau postal, ni téléphone public avant la crise. Les fonctionnaires ou d'autres gens qui voulaient toucher leur salaire ou communiquer avec les gens des autres régions, étaient obligés de se rendre à Muramvya.

Actuellement, avec la politique du service de poste de la mise en place au niveau national des agences, la commune de Kiganda a eu cette chance d'avoir un bureau postal qui n'est malheureusement pas encore équipé d'ordinateurs qui faciliteraient le travail.



Carte n°2: Localisation des infrastructures socio-économiques en Commune KIGANDA avant la crise 1993

Source : Enquete sur terrain

I.3. Les activités exercées en commune Kiganda

I.3.1. Les activités agricoles

L'agriculteur de Kiganda pratique plusieurs types d'associations de semences dans un même champ. Celui-ci porte plusieurs cultures à la fois. En effet, l'abondance des précipitations rend possible une succession plusieurs ou moins rapide d'un certain nombre de cultures sur une même exploitation. Ce sont des systèmes non spécialisés mis en place dans une logique d'autosubsistance, dans un climat d'insécurité alimentaire et donc d'échanges limités de produits. En fait, la commune jouit dans l'ensemble d'un climat favorable à l'agriculture.

Il est donc possible d'avoir deux récoltes par an pour certaines cultures. De cette manière, c'est comme si la superficie agricole avait doublé. C'est donc grâce à une pratique des cultures associées avec des cycles végétatifs variés, à un travail incessant sur les collines et dans les marais pratiquement sans jachère que la production est maintenue à un niveau satisfaisant.

I.3.1.1. Les cultures d'exportation

-Le café

En commune de Kiganda, le café est cultivé dans la région naturelle de Kirimiro et dans une partie du Mugamba. Il s'agit du café arabica cultivé dans des plantations paysannes. On trouve 2163 planteurs de caféiers et des plants de caféiers entretenus sont estimés à 1472155, soit une moyenne de 680 caféiers par planteurs[15].

- Le thé

Cette culture prédomine dans le Mugamba. Selon l'agronome communal, une étude du sol a montré que cette culture pourrait être adaptée aux sols des

[15] RUHIVU, A., Agronome communal de Kiganda, 2007.

collines Musongati et Rubumba. Mais actuellement, on ne pratique pas encore cette culture[16].

Le théier est développé sous forme de plantations paysannes. Il existe une assez grande plantation du projet sur la colline Murambi, zone Gatabo.

- La fertilisation des sols

Pour pallier les carences du fumier surtout dans la région du Kirimiro, l'agriculteur est obligé de recourir au système de compostière. Les paysans aménagent des fosses où ils mettent des déchets ménagers (épluchures, bananiers en tres petits morceaux, ...) en vue de faciliter la décomposition.

Dans cette même partie du nord de la commune, les parcelles sont entourées de bananeraies. Elles bénéficient non seulement de l'apport en déchets domestiques mais aussi de l'apport considérable en matière organique provenant de cette même bananeraie. Même les collines qui constituent le Mugamba, disposent de bananeraies. La différence entre ces deux régions se retrouve au niveau de l'intensité d'occupation de cette culture.

Un autre élément fertilisant le sol est l'engrais chimique. Le paysan assez fortuné pour l'acheter l'emploie. Quelques-uns ont compris le bien fondé de cet apport. Mais, il y en a d'autres qui n'entendent pas utiliser l'engrais chimique, au motif que l'engrais stérilise le sol. C'est le cas d'une cultivatrice de la région du Kirimiro sur la colline Kayange. Leur sol est de type caillouteux communement appelé « Urubuye ». Elle affirme avoir semé sans l'usage d'engrais et la récolte serait bonne[17].

Actuellement, à cause de peu de moyens financiers, certains agriculteurs de la commune Kiganda préfèrent utiliser les déchets de toilettes hors usage pour une durée de trois mois ou plus. Ces agriculteurs affirment que le

[16] Entretien avec l'agronome de la commune Kiganda, 2008.
[17] NGENDAKUBWAYO, C., Cultivatrice, 46 ans, 2008

rendement est plus élevé que si on a employé l'engrais chimique[18]. Ce nouveau système de fertilisation des sols est très répandu surtout au nord de la commune. Beaucoup de cas ont été constatés sur la colline Kayange, Kivyeyi, Nyagisozi, Martyazo, ...

Un autre système qui date de longtemps mais à décourager, c'est la fertilisation par brûlages répétés. En effet, après avoir labouré leurs champs, les agriculteurs brûlent les herbes au lieu de les entasser quelque part. Cela conduit à une dégradation irréversible de la végétation naturelle et à la formation d'un couvert très court et peu diversifié.

I.3.2. Les activités pastorales

- L'élevage

C'est un élevage portant essentiellement sur le petit bétail. Le gros bétail est essentiellement constitué de la race Ankolé et accesoirement de race Sahiwal et Mont béliard. C'est un secteur actuellement en crise. On pratique un élevage extensif surtout dans le Mugamba. En observant le type d'élevage pratiqué dans cette partie de la commune, on se rend compte qu'il est beaucoup plus de prestige que rentable économiquement.

Dans la région du Kirimiro, on trouve une seule vache ou deux par ménage. Mais l'élevage du petit bétail semble le plus représenté. Cela s'explique par la quasi-inexistence de pâturages, presque toutes les terres étant occupées par des cultures.

[18] SINDAYIGAYA, D., Cultivateur, 35ans, 2008.

Tableau n°4 : Recensement du bétail en commune de Kiganda 1997

collines	Ankolés	Sahiwal	Mont beliard	Caprins	Ovins	porcins	Lapins	volailles
Gahweza	707	77	30	176	121	-	-	111
Kanyami	377	17	5	303	184	3	2	144
Kivyeyi	51	12	9	140	168	130	-	80
Nyagisozi	49	10	6	82	56	90	6	104
Murambi	68	32	11	155	35	91	11	80
Renga + Kayange	166	82	11	893	110	137	17	401
Ngara	192	11	4	430	290	380	12	1250
Nkomwe	31	26	11	175	80	198	1045	160
Kanegwa+ Tara	122	9	3	207	75	139	73	270
Kiganda	476	22	10	523	227	4	10	559
Ruvumu + Rubumba	1220	121	22	1230	830	10	24	1292
Total	3479	419	111	4314	2076	1182	1200	4451

Source : Rapport communal sur le recensement réactualisé du bétail de Kiganda, mai 1997.

Ce tableau montre un relatif développement du gros bétail dans le Mugamba (1508 sur un total de 4009 têtes de gros bétail) par rapport au Kirimiro. Par contre, le petit élevage est beaucoup plus pratiqué dans le Kirimiro.

I.3.3. Les activités artisanales

DENIEUL distingue plusieurs groupes d'artisans paysans selon les critères socio-économiques suivants[19] :

- le premier groupe est constitué par ceux qui ont une formation et dont le métier n'est pas seulement un appoint mais l'activité principale ;
- le deuxième groupe est composé d'anciens apprentis pouvant effectuer des opérations élémentaires, s'en remettant parfois à leurs anciens patrons, n'ayant pas toujours les outils adaptés et insuffisamment informés sur les débouchés et la clientèle ;
- le troisième groupe est celui de la subsistance. Le métier y est exercé sans grande formation parfois sans outil et de manière occasionnelle.

En commune Kiganda, les artisans exercent plusieurs activités. Ils sont polyvalents. Il est rare qu'on trouve un artisan qui exerce son métier en principal sans recourir aux autres activités afin d'accroître son revenu. Dans l'ensemble, on peut dire que l'artisanat est très développé. Cette situation s'explique par la mauvaise situation géographique de la commune. C'est une commune qui, comme nous l'avons signalé, est enclavée.

De façon générale, tout travailleur exerce diverses activités. C'est par exemple le cas du jeune berger qui tresse une corde ou confectionne un chapeau tout en gardant ses vaches, de la ménagère brassant la bière locale en quantité afin d'en vendre une partie .

---

[19] DENIEUL. (1986) cité par HUBERT. J.B., Dans les activités extra-agricoles comme source de revenu et comme dynamique de diversification dans les exploitations agricoles traditionnelles au Burundi, ISABU. 1994.

I.3.4. Les activités commerciales

Le commerce se passe généralement sur la place du marché. Il existe trois marchés sur le territoire communal. Le premier est celui de Gatabo qui est assez grand par rapport aux deux autres. Il se tient deux fois la semaine et draine comme on le voit des milliers de personnes en provenance des communes frontalières de Kiganda. Deux autres centres de négoce moyens sont implantés à Rwesero et à Ngara et chacun se tient une fois la semaine. Ces marchés sont des places en terre battue ouverte sans capacité de stockage ni de conservation, sans échoppe ni sans boutiques suffisantes, encore moins d'électricité. Sur la place de ces marchés, les produits vivriers sont classés par zone de vente. Les vendeurs sont en grande partie des producteurs qui apportent eux-mêmes leurs marchandises sur la tête. Le plus souvent, ils ne vendent qu'un seul produit et viennent au marché pour effectuer des achats déterminés.

- Les prix sur le marché

Les prix varient d'un marché à l'autre selon qu'il est proche de la route. Seul le marché de Gatabo est traversé par la Route Nationale n°2. Pendant la journée du marché, les prix des produits restent constants mais à la fin du marché, vers 17heures, les produits sont soldés. Ce phénomène s'explique essentiellement par des faits suivants[20] :

- le paysan vient au marché pour faire des achats. Il a donc besoin d'argent frais provenant de la vente de ses produits afin de pouvoir effectuer d'autres achats.
- Le paysan doit souvent couvrir de grandes distances avant d'arriver au marché. Il craint donc de retransporter le même produit sur la tête en retournant chez lui.

[20] Entretien avec un commerçant de Gatabo, SIBOMANA Mélance, 35ans, 2007.

CHAPITRE II. KIGANDA FACE A LA CRISE D'OCTOBRE 1993

La crise qu'a traversé notre pays a perturbé les secteurs socio-économiques. La production vivrière a durement subi les effets néfastes de la crise qui se sont matérialisés par une forte baisse de la production. Cette situation est la résultante de plusieurs facteurs notamment la réduction des superficies emblavées, elle-même causée par les déplacements et la mort d'une partie de la population, la destruction des infrastructures socio-économiques, la perturbation des système d'encadrement, le dysfonctionnement ou même la rupture d'approvisionnement en intrants agricoles, etc. Avant d'entrer dans le vif du sujet, analysons d'abord le concept du mot « crise ».

II.1. Analyse conceptuelle de la crise

Le mot « crise » a plusieurs significations. Etymologiquement, crise vient du grec « Krisis » lui-même dérivé du verbe « Kritein » qui signifie à peu près « séparer », « distinguer », « juger », « critiquer » ou « critère »[21].

On lit dans le même *Encyclopaedia Universalis* que la crise est une courte période qui surgit au cours d'une maladie ou des réactions, par exemple une poussée de fièvre mène soit au sursaut décisif du malade, soit à la victoire de la maladie. Il y a donc décision et la crise désigne ce processus bref, indécis, et convulsif qui précède cette décision[22].

Cette définition est partagée par André Comte-SPONUILLE. Selon cet auteur, la crise est un changement rapide et involontaire, qui peut s'avérer

[21] DESENTI, J.-T., « Sur la crise », in Encyclopaedia-Universalis, France-Symposium, Les enjeux, Paris, 1990, p.13.

[22] Ibid.

favorable ou défavorable mais qui est toujours douloureux. C'est le moment de la décision ou du jugement[23].

La crise est aussi au sens large le moment d'une maladie caractérisé par un changement subit et généralement décisif en bien ou en mal. C'est une phase critique ou aggravation brusque d'un état chronique, atteinte poussée[24]. Cette définition biomédicale est d'essence organiciste, qui est une théorie développée par SPENCER et autres.

Nous pouvons donc définir la crise d'octobre 1993 au Burundi, comme étant une phase grave dans la dynamique de la société marquée par des perturbations et des ruptures d'équilibre apparent. C'est le moment décisif où les tensions, les conflits et les troubles les ont conduit à l'impasse. D'après Gaspard NDUWAYO, cette crise n'est pas un phénomène spontané. Elle apparaît comme le paroxysme d'autres crises immédiatement antérieures. Mais aussi, la crise d'octobre 1993 est un sous-produit des tensions et de la haine ethnique cultivées et entretenues pendant la campagne électorale de 1993[25].

D'autres approches de définitions concernent notamment les définitions économiques et socio-politiques. S'agissant de la première approche, la crise économique est la période de dépression qui suit la crise proprement dite. Nous remarquons ici que la crise désigne des phénomènes économiques beaucoup plus vastes et instables. Nous pouvons donc donner l'exemple de la crise économique de 1929 ou de la crise pétrolière de 1973. L'expression crise de pétrole désigne le phénomène perturbateur de 1973. « La crise désigne désormais couramment la période de ralentissement de la croissance »[26]

---

[23] COMTE-SPONVILLE. A., Dictionnaire philosophique, Paris, Masson, 1976, p.201.
[24] Dictionnaire « Petit Robert ».
[25] NDUWAYO. G., La crise d'octobre 1993 au Burundi. Essai d'interprétation, mémoire, UB, FLSH, Département d'Histoire, 1998, p.7.
[26] VALLERAY A., GIACCOBI, M., AYDALOT, L., Economie générale, Paris, Dunod, 1984, p.227.

Il faut ajouter que ces phénomènes sont à localiser dans le temps. Les situations économiques défavorables par rapport à celles antérieures impliquent une nette distinction de deux périodes : la période prospère d'avant la crise et la période de rupture qui désigne un moment des phénomènes défavorables.

La crise économique se comprend alors dans son acceptation la plus généralement reçue comme un ensemble de processus économiques défavorables et en rupture avec des tendances antérieures positives[27].

Nous avons ici deux éléments essentiels « processus » et « rupture ». La rupture suppose l'existence d'un système qui était structurel et communicationnel. Or, la communication est déterminée à son tour par la culture d'une société donnée. « La culture s'entend comme un ensemble de cultes ou de coutumes mais s'assimile aux structures de compréhension et de signification à travers lesquelles les hommes s'adonnent à leurs expériences »[28].

La rupture vient donc ébranler les équilibres structurels et fonctionnels. Puisque nous traitons de la dynamique des crises, analysons également leur impact sur la dynamique historique et systémique. Un raisonnement d'une telle orientation permet de distinguer les petites des grandes crises. *« Les petites crises ont des effets minimes sur l'évolution des cours de l'histoire tandis que les grandes crises sont celles qui bousculent de façon décisive les systèmes »*[29].

Quant à l'approche socio-politique de la crise, J. Hervé LORENZO, Olivier PLASTRE et Joëlle TORENDO nous donnent une définition plus exhaustive. *« La crise, c'est le lieu de conflit, de l'ambiguïté des théories, des*

[27] Axis Univers, Documentaire, Paris, Hachette, Dossier, 1993, p.222.
[28] BADIE, B., Culture et politique, Paris, Economica, 1988, p.15.
[29] ROBERT, P., Dictionnaire analytique et alphabétique de la langue française, Paris, Petit Robert, 1985, p.1529.

ruptures profondes, de l'irresponsabilité du temps de l'apparition de nouveaux systèmes. Ceux qui rêvent une explication unique d'une histoire sans fin en ont fait une simple pathologie. D'autres moins nombreux en font l'instant privilégié d'apparition de l'incertain, de nouvelles formes de régulation économique, politique et sociale, des règles sociales différentes »[30].

Selon Michel MASABO, *« La crise socio-politique est le moment de troubles, caractérisé par l'impuissance de la part des dirigeants politiques, d'assurer leur double mission : c'est-à-dire de faire fonctionner l'Etat d'une part, et de faire régner l'ordre public d'autre part »*[31].

D'après ces approches, nous constatons que la crise est un ensemble de dysfonctionnements subis par les structures constitutives d'un système ou d'un ordre établi. Elle est caractérisée par des conflits, des tensions, des déséquilibres, des perturbations, des ruptures de toute sorte. Telles sont les conséquences d'une crise qui sont venues perturber la paix au Burundi en général et en commune Kiganda en particulier. Ces caractéristiques étaient bien visibles en commune Kiganda et tous les domaines de la vie de la commune ont été touchés.

Du point de vie social, la crise d'octobre 1993 a placé la population de la commune dans la dépendance et elle l'a divisée jusqu'à l'habitat séparé de Hutu et Tutsi sur les collines ou dans les sites.

Sur le plan économique, la crise d'octobre 1993 a fait régresser les activités économiques dans la commune. En plus, les infrastructures socio-économiques ont été détruites et d'autres ont été transformées en camp de déplacés et la production a chuté considérablement.

---

[30] LORENZO, J.H., PLASTRE, O. TOLENDO, J., La crise du 20e siècle, Economica, 1981, p.1.
[31] MASABO, M., Cours de droit administratif approfondie, 2ème Licence, FLSH, Département d'Histoire, UB.

Sur le plan politique, la commune Kiganda n'eut pas d'autorité communale depuis le début de la crise entre octobre 1993 et janvier 1994 et par après l'instabilité de l'encadrement administratif entre 1994 et 2001. Et suite à la courte durée des mandats des administrateurs communaux, l'encadrement de la population en souffrit beaucoup et les conséquences de cette situation furent catastrophiques : chaos, désordres et délitement des voleurs s'y installèrent durablement.

II.2. La crise d'octobre 1993 au niveau national

Après le 21 octobre 1993, des massacres sur les 2/3 du territoire national ont eu lieu. Les ponts sont coupés, les arbres abattus pour barrer les routes, les bidons d'essence sont distribués à des bandes de jeunes et adultes militants, armés de machettes. Ces derniers commencent à arrêter des gens et à les regrouper dans de divers locaux. Les victimes étaient pour la plupart des Tutsi mais aussi des Hutu militants du parti UPRONA. Dans tous les cas, ces actions ignobles menées ici et là faisaient preuve d'un travail organisé d'avance, car on comprendrait mal comment les paysans se sont procurés de l'essence dès qu'ils apprirent la nouvelle de l'assassinat du Président NDADAYE. Dans les zones frappées par ces massacres, c'étaient des machettes neuves qui ont été utilisées. Ce qui laisse penser qu'elles avaient été achetées à cette fin. A ce propos, CHRETIEN écrit : *« il s'agit effectivement d'un autre versant de la tragédie, liée au putsch mais animé de sa logique propre, même si les chancelleries, préoccupées de normaliser la situation au plus vite, des médias négligeant ou partisans et même des associations humanitaires intoxiqués par les partis pris politico-ethniques se bouchent les yeux, les oreilles et le nez devant le véritable génocide qui a frappé le Burundi durant plus d'une semaine »*[32].

[32] CHRETIEN, J.P., Le défis de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi : 1990-1996, Karthala, 1997, pp.170-171.

Les rescapés affluaient vers les centres où ils furent protégés par les forces de l'ordre même si par après ils devinrent des cibles par leurs anciens voisins sur les collines.

II.3. Impact de la crise sur la population rurale en commune Kiganda

La crise socio-politique de 1993 au Burundi, s'est transformée en une catastrophe humanitaire, obligeant la population à effectuer des déplacements massifs tant intérieurs qu'extérieurs. La capitale, les chefs-lieux des communes et des provinces restaient les seuls qui offraient encore plus ou moins la garantie de sécurité.

C'est ainsi qu'on assiste à une première phase de la crise où l'on parle des populations « sinistrées » ou des « rescapés » des massacres dès 1993. Ensuite, il est apparu des « dispersés » dans les familles ou dans les marais. Ces personnes sont regroupées en six catégories que l'on désigne sous les expressions suivantes : déplacées, dispersées, réfugiées, rapatriées, retournées et regroupées[33]. Ces personnes ont été par après mises dans des lieux de protection appelés « sites ». C'était au chef-lieu des communes, sur les collines, dans des écoles et des églises. A partir de 1997, la crise a fait apparaître des populations regroupées. Suite au dynamisme de la crise, le nombre connaîtra des fluctuations importantes. Il faut signaler qu'au départ, les termes « sinistré » et « déplacé » avaient une connotation ethnisée, ce qui veut dire la population tutsi. Le terme allait s'appliquer par la suite au Tutsi et au Hutu. Cependant, avec l'apparition des bandes criminelles contre les sites, le gouvernement a pris des mesures de sécurité pour combattre la rébellion et combattre la population déplacée. Il a donc instauré des zones de sécurité pour faire fonctionner la fameuse trilogie : population, administration et force de l'ordre. Cette population sécuritaire a été

[33] NGAYIMPENDA, E., Crise socio-politique et destruction des ménages au Burundi. Cahier démographique au Burundi, n°13, Bujumbura, février, 1999, p.7.

prise par les nouvelles institutions issues du coup d'Etat du 25 juillet 1996 juste après les massacres de Bugendana. On a remarqué que cette période est caractérisée par la multiplication des attaques par la rébellion hutu. De ce fait, les effectifs des déplacés vont gonfler considérablement.

Tableau n°5: La population déplacée par province en 1997

Provinces	**Nombre de déplacés : juillet 1997**	**Nombre de déplacés : octobre 1997**	**Nombre de déplacés : décembre 1997**
Bubanza	58595	80686	138240
Bujumbura Mairie	13318	16281	15240
Bujumbura rural	22020	29106	21398
Bururi	44199	63599	16627
Cankuzo	3254	3254	2339
Cibitoke	52223	49971	10481
Gitega	20997	26539	26823
Karuzi	123639	121733	14422
Kayanza	89907	70365	34015
Kirundo	20072	20072	1994
Makamba	35214	36236	25392
Muramvya	48017	42803	12573
Muyinga	22186	22855	26826
Total	**570022**	**608041**	**488511**

Source : République du Burundi, MRRDR, Evaluation du plan d'action pour l'année 1997, février, 1998, p.6.

La lecture de ce tableau fait constater que le mois de juillet 1997 pour les provinces de Karusi, Kayanza, Muramvya, Cibitoke et Bubanza, a été caractérisé par beaucoup de difficultés liées à la sécurité. Ainsi, les effectifs de

déplacés vont être élevés suite à l'insécurité persistante. Entre octobre et décembre 1997, les provinces de Bururi, Cibitoke, Bubanza, Kayanza et Karusi étaient durement frappées par la crise.

II.3.1. Crise au niveau des collines en commune Kiganda

Comme dans d'autres communes, la commune Kiganda en province de Muramvya a connu des massacres en octobre 1993. Toutes les collines composant la commune furent touchées mais l'ampleur est variable suivant les endroits. A partir de la nuit fatale du 21 octobre 1993, les collines jadis verdoyantes étaient des scènes de tristes événements. En effet, des bandes de tueurs hutu sur les collines de la zone Gatabo, encadrés souvent par des autorités collinaires ont pris le prétexte de venger leur président assassiné par quelques militaires qui sont assimilés aux Tutsi en vu de massacrer systématiquement les Tutsi de leur entourage et les Hutu de l'opposition. Les faits prouvent que presque partout l'administration a réagi de la même façon[34]. Plusieurs victimes ont péri, coupés par des machettes, poignardés, brûlés vifs, jetés dans des rivières surtout Mubarazi comme nous l'a affirmé cette femme de 63 ans originaire de la colline Murambi : *« Gende iwanyu mu Misiri »*[35]. *Ce qui signifie : « Partez chez vous en Egypte ».*

Pour sauver cette population sans défense, des militaires ont dans certains cas commis des excès en tuant des Hutu même innocents et en provoquant un mouvement d'exil ou de fuite vers les communes frontalières de Kiganda notamment à Rutegama et Mbuye. Dès lors, les Hutu et les Tutsi extrêmistes se pourchassent. Des collines composant la commune devinrent ethnisées. Celles des zones Kiganda et Kanyami étaient réservées aux Tutsi tandis que celles de la zone Gatabo étaient des Hutu.

[34] Collectif des partis politiques d'opposition. le génocide d'octobre 1993. Bujumbura. p.110.
[35] Propos recueillis auprès de NICAYENZI. C., 63ans. 2007.

Tableau n°6 : Estimation du nombre de victimes de la commune Kiganda en 1993

Collines de recensement	Adultes		Enfants	Total
	Hommes	Femmes		
Burenza	9	3	6	18
Gahweza	8	-	4	12
Kanyami	6	-	-	6
Musongati	8	2	4	14
Kanegwa	19	3	10	32
Kayanga	12	5	1	18
Kivyeyi	27	10	8	45
Martyazo	30	8	12	50
Murambi	15	3	2	20
Ngara	11	4	8	23
Nkonwe	2	-	-	2
Nyagisozi	17	4	2	23
Renga	11	6	-	17
Rubumba	7	-	1	8
Ruvumu	6	1	2	9
Total	**188**	**49**	**60**	**297**

Source : Enquête sur terrain, 2007.

Comme ce tableau nous le montre, nous constatons que parmi les trois zones qui composent la commune Kiganda, la zone Gatabo a été beaucoup secouée par le génocide. Ce sont entre autres les collines Kivyeyi, Martyazo, Nyagisozi et Murambi. Les rescapés de ces collines sont retournés chez eux très tardivement de peur d'être massacrés encore une fois.

II.3.2. Reconstitution des sites

En commune Kiganda, on pourrait compter trois grands sites. Il y a eu le site de Kiganda-centre, qui comptait en décembre 1994 plus de 2000 déplacés éparpillés dans différentes infrastructures sociales notamment les écoles primaires, les locaux de l'hôpital et dans les écoles de Yagamukama appartenant à la Paroisse[36].

Les activités qui y étaient réservées spécifiquement étaient suspendues. Pour désengorger l'hôpital, les déplacés ont été répartis dans d'autres sites pour que les services sanitaires puissent de nouveau fonctionner.

Tableau n°7 : Effectifs des déplacés au Centre de la colline Kiganda en 1994

Emplacement	**Nombre de déplacés**
Au Clac*	225
A la paroisse	826
A Gitabo	205
Près du Lycée	260
Au couvent	331
Locaux du foyer social	239
A l'hôpital	84
Total	**2170**

Source : Rapport annuel de l'administration communale, 2006 et les registres paroissiaux.

En plus du site de Kiganda, il existe un autre site à Rwesero sur la colline Ruvumu. Il était constitué par beaucoup de maisons inachevées en 1993. Ces

[36] Registres paroissiaux des années 1994, 1995 et 1996.
* CLAC : Centre de Lecture et d'Animation Culturelle

maisons ont été construites par des particuliers dont la majorité étaient des fonctionnaires oeuvrant dans la commune mais aussi ceux qui habitaient Bujumbura et ressortissant de la commune. Dès le début des déplacements de la population, certaines maisons ont été occupées surtout celles qui n'avaient pas de portes. D'autres déplacés qui n'avaient pas trouvé où se loger, vivaient dans des huttes construites hâtivement sur place. Le dernier site est celui de Renga qui était un petit centre de négoce avant la crise. C'est sur cette colline qu'était installé le bureau communal de Kiganda. Cette colline abritait à l'époque l'enclos de Ntare Rugamba[37].

Depuis Rugamba jusqu'à Mwambutsa Bangiricenge, Renga était le théâtre de plusieurs activités et innovations. D'abord l'enclos royal, ensuite « itorero ry'ikori » où lieu de perception d'impôts, centre de vaccination sous la colonisation, résidence des chefs, et enfin Renga devint le chef-lieu de la commune Kiganda. Il y avait sur cette colline une coopérative et une église protestante. Avec la crise, toutes ces infrastructures socio-économiques et administratives ont été détruites par des gens enragés. En janvier 1998, les déplacés dont la majorité étaient originaires de Murambi et Nyagisozi, y arrivaient en grand nombre. Ils étaient accueillis auparavant dans les locaux de la paroisse Muramvya. A cause des problèmes liés à l'approvisionnement en vivres, ils ont préféré un endroit proche où ils pouvaient se rendre facilement dans leurs champs. C'est à partir de ce moment que 34 maisons ont été construites comme nous le verrons au chapitre III.

[37] NKUNZIMANA, N., Kiganda, du domaine royal à la paroisse (1850-1966) : une histoire de rencontre de cultures, mémoire, UB, FLSH, Département d'Histoire, p.26.

II.3.3. Les conditions de vie dans les sites des déplacés

Comme d'habitude, les déplacés avaient pour principales activités l'agriculture et l'élevage. Pendant la crise, ils étaient obligés de se battre pour survivre. Les ressortissants de la commune Rutegama étaient plus éprouvés que d'autres. Ils devaient faire plus de 10km, c'est-à-dire 20km aller-retour accompagnés quelquefois des militaires. Ils quittaient le site le matin et voyageaient pendant plus de 3heures à pied pour atteindre leurs propriétés. Après le travail, ils rentraient le soir. A cause de la distance, ils ne parvenaient plus à exploiter la totalité de leurs propriétés.

II.3.3.1.L'alimentation

La misère consécutive à la perte de toutes leurs ressources économiques condamna les déplacés à la faim. Ceux interrogés nous ont affirmé qu'ils trouvaient difficilement à manger et cela de façon souvent irrégulière. Ils traînaient toutes les journées dans les cours attendant désespérément la nourriture. L'aide alimentaire était irrégulière et était composée de grains de maïs, de riz, de haricot, ... Cette aide distribuée était insuffisante en quantité. Elle était donnée en tenant compte de la taille du ménage. La plupart des déplacés préféraient la vendre en partie pour acheter d'autres produits qui répondaient à leur goût. Le jour de la distribution, il fallait la présence des militaires pour maintenir l'ordre. Le manque et la mauvaise qualité de ces aides, rendaient les déplacés morbides, surtout que cela s'ajoutait à la fatigue journalière pour ceux qui effectuaient de longs trajets pour atteindre leurs propriétés.

II.3.3.2.Le logement

Dès leur arrivée dans les sites, tous les déplacés n'avaient pas trouvé où loger ; quelques-uns dormaient à la belle étoile, soumis au froid ; des cris des enfants affamés se faisaient entendre sans que personne puisse satisfaire leurs besoins. La situation ne s'est améliorée qu'avec les premières interventions des bienfaiteurs qui leur ont donné des sheetings.

II.3.3.3.L'habillement

La situation était pire sous l'aspect vestimentaire. Très peu ont eu le temps de prendre leurs bagages avant de fuir, car les uns ont été réveillés par des cris de tambours et les autres se sont retrouvés encerclés.

Mal nourris, mal vêtus, mal logés et vivant dans de mauvaises conditions d'hygiène, ces rescapés ont été par après victimes de nombreuses maladies comme la dysenterie bacillaire, le choléra, la malaria, le kwashiorkor pour les enfants, etc. A cela s'ajoutait la promiscuité qui induisait l'absence de normes et la perte de contrôle social « *La promiscuité qui prévaut dans les camps induit des changements de comportements et de mentalités parmi les adolescents habitués à partager l'espace réduit avec leurs parents et qui se traduisent entre autres par le vagabondage sexuel, la prostitution larvée* »[38].

II.3.4.Le rôle de la jeunesse pendant la crise

« Là où l'Etat ne laisse à la jeunesse que la violence illégitime, celle de la délinquance, la guerre lui fournit une violence légitime »[39]

---

[38] NGAYIMPENDA. E., op.cit., p.20.
[39] BAYART. J.F., in Croissance n°408. Paris. janvier. 1994. p.14.

Après [illegible] des jeunes se sont rendus coupables de violences sans précédent [illegible] opérations de pillage se sont généralisées avec la crise sur tout le territoire national.

En commune Kiganda, des jeunes Tutsi se sont organisés en une force d'autodefense juste après le mois d'octobre 1993. Ils étaient parrainés par d'anciens militaires et la majorités venaient des collines du sud de la commune comme Gahweza Musongati et Kanyami. Ces anciens militaires possédaient des armes a feu. Ils se donnèrent comme pour mission non seulement la sécurité des habitants de leurs collines mais aussi l'entraînement des jeunes à l'autodéfense civile. Tout homme adulte d'ethnie tutsi qui le voulait, suivait régulièrement cette formation. Ces anciens militaires étaient en contact permanent avec les « sans-échec » de Bujumbura. Par conséquent, ces jeunes formés faisaient des incursions pendant la nuit dans les milieux hutu pour piller les vaches, les chèvres, moutons, poules, et semaient l'insécurité un peu partout dans la commune. Il arrivait des fois que des biens domestiques des Tutsi soient pillés.

Les Tutsi-élèves rescapés des massacres sont venus s'associer aux groupes des jeunes déjà créés. A ceux-là, se sont ajoutés ceux dont les parents, les frères et sœurs avaient été tués. Ces derniers vivaient tout simplement dans les sites des déplacés et recevaient par des militaires des enseignements divers sur les moyens de se protéger contre l'ennemi. Dans la destruction des maisons des Hutu, ceux qui avaient perdu les leurs se sont montrés plus virulents par rapport aux autres.

II.3.4.1.Mesures de sécurité

Les années 1996, 1997 et 1998 ont été caractérisées par des incursions des rebelles. Ces derniers s'adonnaient au vol, au pillage, sans oublier les recrutements des jeunes hutu dans la rébellion. Plusieurs mesures ont été prises

pour mettre fin à cette guérilla. Il a fallu la collaboration de toutes les composantes ethniques pour sauvegarder la sécurité. C'est pourquoi des rondes de nuit ont été organisées à partir des sous-collines. Pour veiller au strict respect des mesures concernant la sécurité, il a été mis en place des comités de sécurité composés des chefs de collines, les chefs de dix maisons appelés communément Nyumbakumi en collaboration avec les militaires des positions proches. Il y avait six positions au total. Trois dans la zone Kiganda et 3 dans la zone Gatabo. Des mesures urgentes ont été prises pour sanctionner les récalcitrants. Ce sont des militaires et des chefs des collines qui pouvaient infliger une amende aux récalcitrants. De façon générale, on voit que la sécurité qui incombait au départ, à l'armée et à la police était devenue une question interpellant les civils pendant les années de crise. Cela a permis de diminuer les cas de vol et à sauver plusieurs vies humaines.

II.4. Effets de la crise sur les activités socio-économiques

II.4.1. Paralysie des activités économiques

Suite au sinistre où fut plongé le pays ; massacres, destructions des maisons aussi bien d'habitation que de commerce, les activités économiques exercées en commune de Kiganda furent paralysées dès le début de la crise. Ainsi, le marché de Gatabo était alimenté entre autre par des produits provenant de Mbuye, Rutegama et Kiganda. Beaucoup de commerçants de Bujumbura, Muramvya et Gitega venaient s'approvisionner au marché de Gatabo. Avec la crise, les paysans qui apportaient des vivres au marché ont suspendu leurs activités par peur d'être tués car, certains d'entre eux avaient participé aux massacres. Les Hutu avaient peur des militaires et les Tutsi avaient peur des Hutu mais aussi des malfaiteurs qui s'infiltraient quelquefois dans cet endroit. C'était donc cette situation intérieure qui a poussé la fermeture de ce marché jusqu'en 1995. La reprise des activités commerciales débuta très timidement et

continua jusqu'en 1997 aux dires des autorités administratives de l'époque[40]. Même après sa reouverture, le marché de Gatabo ne fonctionna pas de façon satisfaisante : les commerçant et autres vendeurs n'étaient pas sûrs que leurs produits étaient en sécurité. Les taxes et les impôts étaient mal ou pas perçus. Cela était dû au fait que les collecteurs de ces taxes avaient purement et simplement suspendu leurs activités ou travaillaient tant bien que mal.

Tableau n°8: Recettes et Dépenses de la commune de 1996 à 2001

Années	Recettes	Dépenses	Soldes
1990	8.018.717	6.393.769	+1.624.948
1991	13.401.887	10.320.924	+3.080.963
1992	7.065.675	6.499.328	+566.347
1993	4.590.640	4.703.751	-113.111
1994	-	-	-
1995	5.330.895	5.360.125	-29230
1996	4.858.214	4.348.119	+510.095
1997	5.166.977	5.132.943	+34034
1998	13975889	11640068	+2335821
1999	14927829	14776520	+151309
2000	15.043.778	15.031.985	+11793
2001	16424877	17022765	-597888

Source : Realisé par l'auteur à base des données des rapports communaux.

En analysant ce tableau, nous constatons que les années de crise correspondent à une chute de recettes. Mais au fil des années, une amélioration sensible se manifeste, signe de la reprise des activités économiques. Les rapports d'avant la crise n'ont pas été à notre disposition car les documents ont été

[40] BIGIRINDAVYI .T., L'administrateur de la commune Kiganda entre 1995-1997. Enquête faite en 2008.

brûlés. Nous n'avons pas pu avoir non plus les rapports des années 1995 et 1996 car l'insécurité était totale et les marchés n'étaient même plus contrôlés.

II.4.1.1. Le secteur agricole

-Les cultures vivrieres

Le secteur vivrier a durement subi les effets néfastes de la crise qui se sont concrétisés par une baisse de la production. Cette situation est la résultante de plusieurs facteurs notamment la réduction des superficies emblavées, elle-même causée par les deplacements de populations et la destruction des structures de production comme les centres semenciers, la perturbation des systèmes d'encadrement, l'arrêt dans l'approvisionnement en intrants, etc.[41] Les populations ne pouvaient plus comme avant entretenir leurs exploitations agricoles. En pleine crise, leurs productions ont été pillées. Il est arrivé un moment où la situation socio-foncière s'est compliquée car certaines gens se sont appropriées des terres qui ne leur appartenaient pas[42] et tout cela contribuait à la chute de la production alimentaire sur les collines causant à une grande insécurité alimentaire. La production chuta de plus de 29% en termes réels entre 1993 et 1996 et en particulier la production de certaines denrées de base pour l'alimentation de la population[43].

-Les cultures industrielles

Les cultures industrielles cultivées en commune Kiganda sont de deux sortes : il s'agit du café arabica et du thé dans le Mugamba. Les cultures de rente furent en grande partie détruite. Les caféiers furent brûlés pendant la crise mais la pépinière de café se trouvant dans la zone Gatabo ne fut pas à l'abri non plus.

---

[41] Propos recueillis auprès de l'agronome communal RUHIVU Alexis, 2007.
[42] Propos recueillis auprès d'un mushingantahe de Martyazo NTAKIMAZI Zacharie, 2008.
[43] PNUD. Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement au Burundi, Bujumbura, janvier 1999, p.113.

En conséquences, la population active devint réticente dans l'entretien des caféier pour diverses raisons :

- beaucoup de plantations furent abandonnées pendant la crise et devinrent improductives ; cela découragea les producteurs qui négligèrent de les entretenir continuellement ;
- la dimunition nette du paillis à cause de l'exiguïté des terres, priorisant ainsi l'alimentation du bétail ;
- les paysans préférèrent semer dans les plantations des caféiers d'autres cultures vivrières (haricots, pomme de terre, patate douces, ...) dont ils profitaient plus rapidement que le café ;
- la diminution de la part des recettes provenant de la vente du café dans les revenus des ménages au cours de ces dernières années.

Vu l'état général des caféiers et le caractère cyclique de la production caféicole, la diminution des rendements étaient d'au moins 20% en 2004[44]. Une autre difficulté majeure provient de la crise affectant la filière café, qui a besoin d'être réformée , la libération de cette filière est censée permettre l'augmentation des prix payés aux producteurs, en contre partie, elle va accroître les risques qu'ils courent.

-Crise dans l'encadrement agricole

A en croire les informations que nous avons recueillies auprès de l'agronome communal, plusieurs facteurs sont à la base des difficultés rencontrées dans le secteur agricole, notamment le déplacement des exploitants agricoles, la perte de bétail due au conflit mais aussi le manque du personnel d'encadrement...

[44] MINAGRI, DPAE, Rapport annuel 2004.

L'embargo de 1996-1999 avait également réduit les capacités de l'Etat à fournir les intrants agricoles qui étaient distribués auparavant dans les exploitations. C'est ainsi qu'en commune Kiganda, ils étaient fournis par des privés et ces engrais furent l'objet de spéculation : les vendeurs contournaient les prix convenus et en fin de compte, les agriculteurs payaient le prix fort.

Les centres semenciers cessèrent également de fonctionner pendant les années de crise notamment celui de Mwokora, qui dut fermer à cause de l'insécurité. Dans les rapports fournis par la direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage (DPAE), nous avons constaté que les structures d'appui dans ce secteur, n'avaient pas continué a fonctionné comme auparvant. Le taux de réalisation des activités prévues en 1995 fut assez bas. Les activités de vulgarisation, la diffusion des semences, l'encadrement des autres cultures furent quasiment abandonnés. Même en 2006, la DPAE avait prévu distribuer une tonne de semence de blé et 30 tonnes de maïs, mais elle ne distribua aux paysans de Kiganda que 0,5 tonne de blé et 6 tonnes de maïs[45]. En clair, le secteur agricole sombra « corps et biens »

D'une manière générale, la DPAE Muramvya relève comme suit les problèmes rencontrés par les agriculteurs jusqu'en 2008[46] :

- Le non-disponibilité et le non-accès aux intrants agricoles (engrais, semences, produits phytosanitaires) ;
- L'absence d'encadrement à la base ;
- Les perturbations climatiques dans certaines communes ;
- Le non-accès aux crédits agricoles ;
- L'insuffisance des bailleurs en matière agricole ;
- L'utilisation des techniques agricoles rudimentaires.

[45] MINAGRI, DPAE, Muramvya, Rapport annuel 2006
[46] MINAGRI, DPAE, Muramvya, Rapport d'activités du 2eme trimestre, 2008.

II.4.1.2. Le domaine d'élevage

La crise d'octobre 1993 qui a secoué notre pays n'a pas attaqué seulement les hommes. La crise aura détruit le cheptel bovin et la faible partie qui survécut se réfugia à l'instar de la population. Il fut regroupé à Bujumbura en général et sur les rives du Lac Tanganyika en particulier.

En commune Kiganda, la population fuyait avec les troupeaux. C'était déplorable de voir dans les camps certaines gens partageant un même logement avec les animaux domestiques[47].

- Diminution des effectifs du cheptel

Au cours de cette crise, le cheptel surtout bovin diminua sensiblement. Une partie fut volée et d'autres têtes de bétail furent décimées par les malfaiteurs. Mais les chiffres exacts des troupeaux perdus pendant la crise étaient inconnus suite à l'absence de tenue des registres et de statistiques, nous affirmait le vétérinaire communal.

Malgré la déstabilisation du secteur de l'élevage, au début du régime actuel (2005), le cheptel aussi bien bovin, caprin qu'ovin se reconstitua assez rapidement : de 2005-2008, on a dénombré à Kiganda 8147 têtes de gros bétail, 12042 caprins et 2881 ovins. Selon les propos du vétérinaire communal, on estimait 9000 têtes de gros bétail avant 1993.

[47] Entretien avec le vétérinaire communal. MBAZUMUTIMA Emmanuel. 2008.

- Dysfonctionnement des associations d'éleveurs

Lorsqu'il y eut une accalmie en 1997, des éleveurs s'organisèrent et dans le but de diminuer les maladies du bétail. Ils mirent en place une Pharmacie vétérinaire de Kiganda, « Phaveki » en sigles. Cette pharmacie est née mettait à la disposition des eleveurs des médicaments du bétail à des prix accessibles. Elle ferma par après ses portes suite au manque d'approvisionnement des produits vétérinaires. Cette situation accrut la mortalité du bétail, car les pharmacies les plus proches se trouvaient à plusieurs kilomètres de là, au chef-lieu de la province Muramvya.

Il existait en commune Kiganda un seul dipping-tank avant la crise pour tout le bétail de la commune. Malheureusement, il n'est plus fonctionnel depuis les années 1994 à cause du manque d'entretien dû à la crise.

Le vétérinaire communal nous a apprit lors de nos enquêtes que depuis 1993 jusqu'aujourd'hui, l'insuffisance des encadreurs de base à savoir les aides-infirmiers vétérinaires se faisait sentir. La crise constitua aussi le terreau de la négligence dans l'encadrement d'élevage[48].

En outre, l'amélioration génétique disparut (insémination artificielle), car les taureaux géniteurs furent abattus ou vendus de peur d'être volés.

Malgré la nouvelle pharmacie vétérinaire ouverte récemment (2008), TUZAMURANE, les problèmes dans ce domaine restent nombreux [49]:

- Manque des infrastructures : dipping-tank, centre vétérinaire, couloirs d'aspersion et couloirs de contention ;

[48] MBAZUMUTIMA E., Vétérinaire communal, 2008.
[49] Propos recueillis auprès du vétérinaire communal, 2008.

- Manque du matériel comme le microscope ; cet instrument fut volé pendant la crise.

- Projet Mugamba-Nord

La crise de 1993 entraîna la cessation des activités du projet Mugamba Nord. Ce projet était agro-pastorale et s'étendait sur deux secteurs à savoir 5 communes dans le secteur nord formant l'actuelle province de Muramvya à savoir : Bukeye, Muramvya, Mbuye, Kiganda et Rutegama et 8 communes dans le secteur sud formant l'actuelle province Mwaro notamment: Gisozi, Kayokwe, Bisoro, Ndava, Nyabihanga, Rusaka, plus Mugongo-Manga et Mukike appartenant à la province de Bujumbura appelée communément Bujumbura-rural. Dans ce 2^{e} secteur, l'élevage y est prédominant.

Ce projet déployait dans chaque commune un technicien, des encadreurs d'élevage, des agents d'insémination et de vulgarisation. Son personnel avait la tâche d'encadrer et de guider les éleveurs et les agriculteurs dans leurs activités. Ce projet boitait depuis 1993 à cause de l'inaccessibilité des collines et les aides étrangères qui le faisaient fonctionner ce projet furent suspendues suite à la crise.

II.4.2. Incidences de la crise sur les infrastructures publiques

II.4.2.1. Les infrastructures administratives

La crise a affecté et remis en cause les institutions administratives. Cette remise en cause à Kiganda s'est traduite par la destruction des infrastructures publiques. Selon l'ABP : « Les institutions politiques et administratives n'ont pas non plus échappé à l'ouragan putschistes, la hantisse de la mort du Président NDADAYE a contraint plusieurs gens à l'exile. La crise s'est installée au niveau

de l'administration du territoire »[50] Par conséquent, le chef-lieu de la commune et le tribunal de résidence ont été déplacés sur la colline Kiganda suite à leur destruction à Renga. De même, la route Gatabo-Rusaka a été coupée sur la colline Martyazo et Ngara ainsi que le tronçon menant vers Gitega. Cela gênait les services de secours dans la commune de Kiganda.

Tableau n°9 : Estimation des destructions des infrastructures socio-économiques pendant la crise

Nature des infrastructures	**Nature des dommages**	**Colline d'implantation**
1. Infrastructures administratives		
- Bureau de l'ancienne commune	Pillé et détruit	Renga
- Zone Gatabo	Pillée et détruite	Murambi
- Zone Kiganda	Pillée et détruite	Renga
2. Infrastructure judiciaire		
- Tribunal de résidence	Pillé et détruit	Renga
3. Infrastructures scolaires		
- Ecoles primaires Kiganda I et II	Pillée et détruite partiellement	Kiganda
- Ecole primaire de Gatabo	Détruite	Murambi
- Ecole primaire de Kivyeyi	Détruite partiellement	Kivyeyi
4. Infrastructures sanitaires		
- Centre de santé de Gatabo	Brûlé et saccagé	Murambi
- Centre vétérinaire	Détruit	Renga
5. Infrastructures économiques		
- Coopérative de Renga	Pillée et détruite	Renga
- Coopérative de Rwesero	Pillée et détruite	Ruvumu
- Coopérative de Gatabo	Pillée et détruite partiellement	Murambi

[50] ABP. La folie meurtrière d'octobre 1993. Bujumbura. ABP. 1994

- Coopérative de Ngara Coopérative de Ruvumu	détruite partiellement Pillée et détruite partiellement	Ngara Ruvumu

Source : Enquête sur terrain 2005.

En 1994, les services publics étaient logés dans un petit bâtiment appartenant à la REGIDESO. Il avait trois salles. La première était un bureau de l'administrateur et la deuxième était un bureau du comptable communal et la troisième abritait le secrétariat, le bureau de l'Etat civil, bureau des conseillers de l'administrateur et les bureaux de l'agronome et du vétérinaire. A vrai dire, il était assimilable à un camp de déplacés des agents communaux. C'est donc au mois de mai 2008 que le chef-lieu de la commune a été redéplacé à Renga.

II.4.2.2. Les secteurs sociaux

-Le secteur de santé

Le secteur de la santé en commune Kiganda a connu des difficultés pendant la crise. D'abord certains locaux avaient servi de refuge aux déplacés pendant plus de deux mois. Cela a fait que les activités qui s'y déroulaient furent arrêtées momentanément. Avec l'afflux de déplacés, les soins de santé constituèrent un besoin d'urgence. C'est ainsi qu'entre 1994 et 1998, les sinistrés devinrent de grands consommateurs de médicaments[51]. Les dépenses en médicaments étaient élevées suite au nombre élevé de sinistrés, il est à noter cependant que tous n'étaient pas de vrais sinistrés de guerre.

[51] NIYONGABO A. Infirmier à l'hôpital de Kiganda, 46 ans, Janvier, 2007.

Au niveau national, le gonflement de la population sinistré a fait que dans les centres de santé, les cas de malnutrition ont augmenté. Ce tableau nous montre des cas par tranche d'âge de 1993 à 1996.

Tableau n°10 : Malnutrition dans les CDS par tranche d'âge (1993-1996)

Tranche d'âge	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**
5 ans	9777	22568	49273	77897
5-15ans	3687	6925	12966	26943
15 et plus	2305	2622	3303	9063
Total	**15769**	**32115**	**35492**	**113903**

Source : Ministère de la santé publique, Rapport sur la population et système de santé, Bujumbura, décembre, 1998, p.17.

La lecture de ce tableau apprend qu'en pleine crise le total des malnutris fut multiplié par plus de 7 et au sein de la population sinistrée, les plus vulnérables étaient les enfants de moins de 5 ans dont les effectifs furent multipliés par presque 8 en s'accroissant de 68.120 unités entre 1993 et 1996.

Les rapports annuels de 2007 évoquent de multiples problèmes que connaît l'hôpital de Kiganda comme :

- l'insuffisance d'eau et d'électricité,
- le manque d'un appareil d'anesthésie et d'un(e) anesthésiste,
- l'insuffisance de lits et matelas,
- le manque de radiographie,
- manque de pharmacie de la Mutuelle,

Ce qui conduit à la rupture de stock de médicaments[52].

Cette situation a favorisé la prolifération des charlatans qui s'improvisent en infirmiers, en consultant les gens à la maison. Lors de nos enquêtes, nous avons pu identifier deux en commune Kiganda et d'autres qui soignaient des gens en commune Rutegama, précisément sur la colline Murinzi qui est frontalière avec la commune Kiganda.

Interrogés à ce sujet, les gens qui se dirigeaient vers ces charlatans, nous ont répondu qu'à l'hôpital de Kiganda, on leur donne peu de médicaments. Mieux, disaient-ils, ils pouvaient se faire soigner à crédit surtout chez le faux infirmier de Murinzi ; facilité que l'hôpital de Kiganda et le centre de santé de Gatabo appartenant aux protestants n'accordait pas aux malades.

Un autre problème est le déficit du personnel soignant. L'hôpital de Kiganda compte 1 médecin généraliste, 1 technicien médical, 1 intendant et 5 infirmiers sur une population qui avoisine 49000 habitants quand on sait que l'OMS recommande 1 médecin pour 10.000 habitants, 1 infirmier pour 3000 habitants et 1 auxiliaire médical pour 1500 habitants. En moyenne, chaque dispensaire pouvait accueillir 16333 malades.

Ces infirmiers clandestins font également du commerce illicite des médicaments n'ayant probablement pas de garantie de bon état. Ce qui constitue un danger public pour la santé de la population.

La plupart des « Banyakiganda » se rabattent aussi sur la médecine traditionnelle ; ils se contentent aussi de demi-cures à leur portée ; ce qui crée

[52] Rapport annuel de l'administration communal 2007.

des résistances pour quelques maladies. Dans le pire des cas, les gens sans moyens se laissent mourir à la maison.

L'autre danger est le risque que ces médicaments soient des fois périmés surtout suite à une mauvaise conservation, ou ne portent pas de date de péremption. Ces infirmiers clandestins prescrivent peut-être des doses à tout hasard, ce qui met en danger la vie d'une population souvent ignorante, qui leur fait totalement confiance[53].

-Le secteur de l'éducation

***Au niveau du primaire**

L'éducation est un investissement rentable pour toute une vie et la pierre angulaire du développement d'une nation. Par conséquent, le degré de développement d'une nation se mesure aussi par le degré d'éducation de ses citoyens[54].

En commune Kiganda, on dénombre 14 écoles primaires dont 5 sont en mauvais état. Il s'agit des écoles primaires de Kivyeyi, Martyazo, Musongati, Nyagisozi et Gahweza. Sur les 16 collines de recensement de la commune, 4 ne sont pas dotées d'écoles primaires. Ce sont notamment Ruvumu, Kayange et Ngara. Pendant la crise, les écoles Kiganda I et II qui ont hébergé les déplacés ont perdu beaucoup de matériels suite au vol. Les portes des classes et des latrines en bois avaient servi de bois de chauffage à ces déplacés.

*** Moins d'élèves depuis la gratuite des études primaires**

Depuis la gratuité de l'enseignement primaire décrété au Burundi en 2005, le nombre d'élèves au primaire baisse à la fin de chaque année scolaire. Ni

[53] Entretien avec le médecin de l'hôpital de Kiganda, 2007.
[54] Sommet du millénaire à New York, 2000.

la gratuité, ni les mesures d'accompagnement ne maintiennent les enfants à l'école. En commune Kiganda, le nombre d'élèves inscrits à la rentrée abandonnent l'école avant la fin de l'année scolaire. A en croire les renseignements recueillis auprès de divers informateurs (inspecteur communal, directeurs, enseignants, parents et écoliers), tous convergent sur le facteur « pauvreté » dans beaucoup de familles comme cause principale de ces déperditions scolaires. En effet, la crise aura aggravé de plus en plus l'appauvrissement des familles qui sont devenus incapables d'assurer la scolarité de leurs enfants. Ces derniers vont s'adonner au commerce ambulant de cigarettes, de beignets, d'arachides, etc. en vue de se procurer honnêtement d'un petit pécule. D'autres raisons d'abandon de l'école sont la mentalité, car l'école n'est pas à leurs yeux un passage nécessaire pour survivre chez eux. Enfin, le manque de référence dans certains milieux, car les écoliers n'ont pas de modèles à suivre. La plupart de leurs grands frères et sœurs n'ont pas été à l'école.

Tableau n°11 : Effectif d'abandons dans les écoles primaires du canton Kiganda selon les directions scolaires (de 2003-2007)

Direction	**Effectifs d'écoliers**							
	2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin
Gahweza	562	548	282	274	319	313	360	336
Gatabo	1483	1324	1591	1472	1438	1430	1506	1428
Kanyami	704	673	699	652	749	744	808	772
Kiganda I	1289	1284	1090	951	1224	1204	1201	1173
Kiganda II	1135	1090	1186	1132	1178	1153	1263	1183
Kivyeyi	992	915	1086	1001	783	772	893	877
Martyazo	620	596	665	561	1011	881	1074	1023
Musongati	549	532	573	542	638	629	730	730
Nkomwe	640	596	685	649	845	831	924	866

Rubumba	585	545	602	549	738	689	714	692
Kanegwa	206	198	406	370	520	504	614	585
Kigarika	305	301	299	270	278	275	305	290
Renga	-	-	-	-	541	531	649	650
Nyagisozi	-	-	-	-	738	716	922	854
Total	**9070**	**8602**	**9164**	**8423**	**11000**	**10672**	**11963**	**11459**

Source : réalisé par nous-même sur base des données de l'inspection communal, 2008

A la lecture de ce tableau, nous constatons que le nombre d'abandons au cours de l'année scolaire 2003-2004 s'élève à 468 soit 5,4%. A la fin de l'année scolaire 2004-2005, les abandons étaient à 741soit 8,7 %. L'année scolaire 2005-2006, ils étaient de 328 soit 3% tandis que l'année 2005-2006, le nombre s'élève à 504 soit 4,3%.

*** Au niveau du secondaire**

Contrairement aux écoles primaires qui ont vu leurs effectifs diminuer à la fin de chaque année, les écoles secondaires de la commune enregistrent des effectifs très élevés chaque année. L'accroissement des effectifs est sensible dans les collèges communaux. En effet, avant la crise, beaucoup d'élèves étaient envoyer étudier dans les écoles à régime d'internat loin de chez eux. Un bon nombre d'entre eux ont été massacrés dans les écoles. Les rescapés ne sont plus retournés dans leurs anciennes écoles. Ils ont été recasés dans les écoles implantées dans la commune. D'autres se sont fait inscrire dans de nouvelles écoles. C'est notamment le cas du collège communal de Kiganda inauguré en 1992 et qui est devenu un lycée communal en 2008. Il s'agissait également du collège communal de Gatabo en 1996.

Tableau n°12 : Evolution des effectifs des élèves dans les écoles secondaires: Cas de la commune Kiganda

Ecoles / Années	Lycée de Kiganda		Lycée communal de Kiganda	
	Effectif	Accroissement	Effectif	Accroissement
1990-1991	556			
1991-1992	571	+15		
1992-1993	586	+15	-	-
1993-1994	536	-50	-	-
1994-1998	649	+113	-	-
1995-1996	571	-78	-	-
1996-1997	596	+25	-	-
1997-1998	601	+5	-	-
1998-1999	628	+27	-	-
1999-2000	612	-16	-	-
2000-2001	656	+44	-	-
2001-2002	660	+4	613	
2002-2003	763	+103	723	110
2003-2004	807	+44	792	69
2004-2005	924	+117	976	184
2005-2006	943	+19	1019	43
2006-2007	964	+21	1051	32
2007-2008	1050	+86	-	-

Source : réalisé par l'auteur à base des données des rapports annuels.

Au Lycée communal de Kiganda, les rapports n'étaient pas disponibles car ils ont été brûlés par les malfaiteurs armés en 2000 et les DPE n'étaient pas encore mise en place.

L'accroissement des élèves au secondaire n'entraîna guère l'accroissement du matériel didactique. Le problème d'infrastructures se pose aussi. A titre d'exemple, la capacité d'accueil du lycée communal est inférieure aux besoins. Les élèves partageaient 12 salles jusqu'à l'année scolaire 2008-2009. Les classes de 7eme et de 8ème sont des locaux empruntés à l'EP de Kiganda *I* et *II*. Lors de notre visite de l'école, nous avons constaté que ces élèves s'asseyaient à 3 ou à 4 sur un banc pupitre destiné à 2 personnes. Cela a des conséquences négatives sur le taux des réussites scolaires car les élèves ne suivent pas bien la matière enseignée. Ce manque de locaux est patent aussi au collège communal de Gatabo.

- Manque de matériel didactique et infrastructures scolaires

La plupart des écoles communales n'ont pas de bibliothèque. Même le lycée de Kiganda qui en possède n'est pas bien équipé. Les livres sont en quantité insuffisante. En effet, l'augmentation des effectifs ne correspond pas à celle des livres alors que la bibliothèque est une infrastructure favorable à la réussite scolaire. Normalement, la théorie et la pratique doivent aller de pair. Les laboratoires sont presque inexistants. Le lycée communal de Kiganda et le collège communal de Gatabo n'en possèdent pas. Au lycée communal de Kiganda, lorsque les élèves veulent faire des expériences en Chimie et en Physique, ils se rendent sporadiquement au lycée de Kiganda qui se trouve à 2km. Tout cela montre que la pratique est quasi-inexistante.

Tableau n°13 : Infrastructures scolaires et fréquences

Ecole / Infrastructures scolaires	Lycée communal de Kiganda	CoCo Gatabo	Lycée Kiganda
1. Bibliothèque	-	-	X
2. Laboratoire	-	-	X
3. CLAC	X	X	X

Source : réalisé par nous-même sur base des données d'enquête.

Au regard de ce tableau, nous constatons que le centre de lecture et d'animation culturelle est fréquenté par tous les élèves.

II.4.3. L'effritement des valeurs

La crise des valeurs observée chez les jeunes est le résultat de la crise des valeurs dans toute société. L'éducation au respect des aînés enseignée jadis dès le jeune âge n'a pas été épargnée par la crise. Aujourd'hui, il est honteux d'observer que les jeunes ne respectent plus les vieillards. Tout se passe comme s'il y avait une fuite de responsabilité chez les parents. A ce sujet, NTABONA constate : « *La disparition progressive de certaines valeurs culturelles régissant notre société au détriment de certains phénomènes nouveaux qui s'écartent des normes sociales comme l'inceste, les viols, les harcèlements sexuels commis à l'endroit des mineurs par les adultes, la banalisation de l'acte sexuel par les jeunes, etc.* »[55].

[55] **NTABONA, A., « Au cœur du drame burundais ; le totalitalisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences », ACA 3–4, 1994, p.334.**

Dans son étude sur la problématique des valeurs au Burundi, le père KAGABO conclut au renversement des valeurs dans lequel les valeurs négatives comme le vol, le mensonge, l'abus du pouvoir et des biens publics, l'usage de la force, l'égoïsme et la solidarité négative, l'alcoolisme et le libertinage sexuel l'emportent sur les valeurs positives[56].

II.4.3.1. La recrudescence du banditisme

Les cas les plus flagrants concernent le pillage des biens de la population : biens ménagers, argent, bétail par des bandits en armes qui se dissimulaient en uniformes militaires. En commune Kiganda, 377 animaux domestiques furent volés entre 2005 et 2008. Ces animaux étaient aussi bien des bovins que des caprins, ovins, porcins, volailles et lapins[57].

II.4.3.2. La criminalité en commune Kiganda

Nul n'ignore qu'avant la crise d'octobre 1993, il n'y avait point de tueries à grande échelle sauf quelques cas de gens accusés injustement d'être sorciers après l'accession au pouvoir du Président NDADAYE Melchior. Lors de nos enquêtes sur terrain, nous avons remarqué pas mal de cas depuis 2005. la commune Kiganda venait en tête car beaucoup de personnes tuées étaient originaires de la commune Kiganda. Cela s'est passé depuis le 12 octobre 2005 jusqu'en novembre 2006.

Nous avons cherché à savoir ce qui était à la base de ces tueries et nous avons trouvé que les malheureux ont été victimes des règlements de compte. Les

---

[56] **KAGABO, L., « La crise des valeurs », in Renouveau du Burundi n°4538, 10 avril 1995, Bujumbura, p.7.**

[57] **Commune Kiganda, Rapports communaux de 2005, 2006 et 2007.**

relations extra-conjugales étaient aussi à la base de ces tueries. En effet, ces raisons existaient même avant la crise mais ce qui était nouveau ce sont les motivations matérielles. Cela constitue l'élément d'aggravation des tensions familiales. Selon NGAYIMPENDA *« Les hommes et les femmes seuls sont aujourd'hui, par nécessité matérielle ou psychologique demanderesses des relations extra-conjugales »*[58].

Ce phénomène est la conséquence directe de la prolifération des armes disséminées à travers tout le pays avec la guerre et qui sèment la terreur et la désolation ainsi que le phénomène d'impunité qui se banalise de plus en plus.

[58] **NGAYIMPENDA, E., op. cit., p. 22.**

CHAPITRE III. LES REMEDES A LA CRISE D'OCTOBRE 1993 EN COMMUNE KIGANDA

III.1. La place des différents acteurs.

Les conséquences néfastes de la crise en commune Kiganda furent multiples et étaient observables dans plusieurs domaines de la vie de la Commune. Ainsi, bon nombre d'acteurs s'efforcèrent-ils d'y remédier dans la mesure de leurs moyens. Par acteur, il faut entendre « toute autorité, tout organisme, tout groupe et même à la limite, toute personne susceptible de « jouer un rôle » dans le champ social. Tenir un rôle peut consister à prendre une décision, à entreprendre une action ou même tout simplement à exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir de décisions et de force matérielle »[59].

Avec la création du MRRDR en octobre 1994, plusieurs acteurs ont commencé à s'intéresser aux sinistrés à travers différentes actions : les autorités communales et paroissiales, le gouvernement via son ministère, les organismes internationaux et ONGs, les associations...dans l'encadrement de la population, la réinstallation et la réinsertion des déplacés et la réhabilitation des infrastructures sociales.

III.1.1. L'encadrement de la population

Les déplacés étaient déboussolés et ne savaient quoi faire. Ainsi, l'administration locale en collaboration avec le curé et le chef du bureau postal organisèrent plusieurs réunions là où la population s'était regroupée. Ces réunions étaient en rapport avec la sécurité et avait surtout pour but la sensibilisation pour une cohabitation pacifique. La contribution des autorités paroissiales était avant tout d'ordre morale. Néanmoins, la réconciliation ne

[59] MERLE M., Sociologie des relations internationales, 2éd. Paris, Dalloz, 1976, p.20.

suffit pas à elle seule, elle devait être accompagnée par d'autres actions visant à soulager la misère des déplacés.

Toutefois, après l'assassinat de l'administrateur communal en date du 27/10/1993, ce dernier ne fut pas remplacé avant décembre 1994. Au début de 1994, un autre administrateur fut nommé à la tête de la commune. C'est sous son mandat que des éléments incontrôlés, s'adonnant au vol, viol, pillage s'ajoutèrent la détresse matérielle et morale que vivaient les sinistrés. Le désordre devenant total, un militaire fut nommé au titre d'administrateur à partir de 1996 afin d'y ramener l'ordre. La mission première était de faire régner la paix et la sécurité dans la commune. Il lutta énergiquement contre les malfaiteurs Tutsi armés de fusils et de grenades qu'ils utilisaient dans le pillage des biens de la population. L'administrateur-militaire parvint à détruire cette bande de malfaiteurs qui prit fuite.Des uns ont été attrapés et emprisonnés d'autres ont été tués en cours de route.

III.1.2. La réinstallation et la réinsertion des déplacés

Depuis la convention de gouvernement signé le 10 septembre 1994, le gouvernement du Burundi s'est toujours montré favorable à la réinstallation et la réinsertion des sinistrés de guerre. Dans l'annexe IV de cette convention, les signateurs s'engagent à :

- veiller à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations déplacées et rapatriées ;
- œuvrer en faveur du retour des déplacés et des rapatriés sur leurs collines par une administration rassurante et une population solidaire ;
- résoudre les questions sociales posées aux catégories vulnérables : orphelins, veuves et personnes âgées.

C'est ainsi que le gouvernement a dû créer le 5/10/1994 un ministère pour cette fin (MRRDR), organisé par le décret 100/043 du 7 mars 1996. A travers la politique sectorielle de réhabilitation des sinistrés burundais, ledit ministère s'engagea de mener plusieurs actions :

- élaborer, exécuter et coordonner la politique nationale de réinstallation, de réinsertion et de rapatriement des réfugiés ;
- promouvoir une politique dynamique de rapatriement des réfugiés ;
- coordonner la gestion des aides destinées aux déplacés de guerre et aux rapatriés ;
- résoudre les questions sociales posées aux victimes de guerre ;
- satisfaire les besoins fondamentaux de la population sinistrée ;
- coordonner l'action humanitaire menée par l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux en faveur des sinistrés ;
- contribuer à la sécurité des sinistrés ;
- participer à la campagne de sensibilisation, à la tolérance et la cohabitation pacifique.

Pour rendre plus dynamique le MRRDR, l'accord d'Arusha pour la paix et le réconciliation prévoyait la mise sur pied d'une commission nationale de réhabilitation des sinistrés (CNRS). Les négociateurs d'Arusha recommandent aux gouvernement de : « créer et mettre en place une commission nationale qui a pour mission d'organiser et de coordonner avec les organisations internationales et les pays d'asiles, le rapatriement des réfugiés et le retour des sinistrés, de les aider à se réinstaller et se réinsérer et de traiter toute autre question telles qu'elles sont énumérées dans le rapport de la commission IV de l'accord d'Arusha. Elle élaborera un plan de priorité à cette fin »[60].

[60] HATUNGIMANA A., et alii, Stratégie nationale de réinstallation et de réinsertion des personnes sinistrées au Burund, Rapport définitif, septembre 2002, p.24.

En commune Kiganda, le gros des déplacés avaient occupé les infrastructures sociales comme les écoles primaires du centre de Kiganda et les locaux de l'hôpital. Peu d'entre eux ont été accueillis dans les différents ménages. Pour désengorger ces locaux, l'administration et d'autres volontaires ont réparti ces déplacés dans d'autres sites pour remettre les locaux à leur destination spécifique. Ils furent réinstallés avec le concours de beaucoup d'intervenants comme nous allons le voir au point suivant.

III.1.3. La réhabilitation

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, certaines infrastructures ont été endommagées. C'était surtout les écoles qui avaient servi de camps de déplacés, les bâtiments communaux, routes, ponts coupés, etc. L'administration approcha certains bailleurs de fond disposés à financer leur réhabilitation. L'article 9 du chapitre du protocole IV stipule : « Il est créé un fond national pour les sinistrés, alimenté par le budget national et par des dons d'organismes de coopération bilatérale et multilatérale ou par des aides d'organisations non gouvernementales »[61]. Ainsi, le Projet de Réhabilitation au Burundi (PREBU) reconstruisit les écoles primaires Kiganda I et II. Twitezimbere réhabilita les écoles primaires de Gatabo, Rubumba et Kanerwa. L'administration communale participa également à la réhabilitation de certaines infrastructures socio-économiques comme le montre ce tableau ci-dessous :

[61] Ibidem

Tableau n°14. Réhabilitation et dépenses engagées par l'administration : De 1997-2003

Année	Activités réalisées	Dépenses
1997	Entretien des pistes	253.200
	Réparation des bancs pupitres de l'E.P Kanegwa	63.000
	Réfection de dipping-tang	58.000
1998	Construction du Collège communal	31.600
	Réfection de l'E.P Kiganda, Rubumba, Nyagisozi et Kanerwa	200.000
	Remise en état de la route Rurenda-Ngara	97.800
1999	Entretien des pistes et ponts	338.600
	Entretien de dipping-tang	68.000
	Réhabilitation des bâtiments communaux	101.724
	Entretien des pépinières de café endommagées	168.600
	Réfection des écoles primaires	579.875
2000	Entretien des pistes et ponts	417.700
	Entretien des écoles primaires	556.800
	Entretien des bâtiments communaux	55.000
2001	Entretien des pistes et ponts	310.550
	Entretien des bâtiments communaux	11.000
	Réfection des écoles primaires	191.000
	Entretien de pépinière	164.000
2002	-	-
2003	Entretien des pistes et ponts	349.750
	Entretien des bâtiments communaux	370.850
	Entretien des pépinières	99.950
	Réfection des écoles primaires	663.535

Source : Réalisé par l'auteur sur base des données des rapports communaux

III.2. Le rôle des associations

Certaines associations comme AEEK, AEEKAKI,...se mirent à l'œuvre pour reconstruire leur commune natale à partir de 1998. Il s'agissait notamment de l'Association des Etudiants et des Elèves de Kiganda (AEEK) en sigle y participa activement. Les étudiants ressortissants de la commune Kiganda ont joué un rôle important dans le rapprochement des populations à travers les activités culturelles comme les pièces de théâtres qu'ils organisaient pendant les grandes vacances. De telles activités permirent aux élèves en vacances de s'asseoir ensemble et d'échanger au moment où ils assistaient à ces spectacles. Les étudiants de l'Université du Burundi étaient d'ethnies différentes et venaient presque de toutes les zones de la commune Kiganda. Cela contribua à rapprocher les deux principales composantes de la population et à recoudre le tissu social profondément déchiré suite au sang versé à partir d'octobre 1993.

L'encadrement des jeunes vacancières était également assuré par l'administration. Cette dernière leur donnait du travail qu'on appelait « travaux de développement communal ». D'après l'administrateur de l'époque, c'était dans le but de limiter le mauvais comportement que pouvaient adopter ces jeunes. L'administration élaborait un calendrier de travail et ceux qui se présentaient plus que d'autres recevaient une récompense constituée de cahiers et de stylos. Il y avait également une autre association créée à cette fin. Cette association dénommée Association des Etudiants et Elèves de Kayange et Kivyeyi AEEKAKI en sigles réunissait les élèves de Kivyeyi en zone Gatabo et Kayange en zone Kiganda. Le but de cette association était d'unir les forces des jeunes hutu et tutsi en vacances en vue de les utiliser dans la reconstruction, dans les travaux de développement sur leurs collines respectives. C'était aussi une façon d'approcher les composantes ethniques en vue de les amener à

sublimer les horreurs commises pendant la crise. Comme réalisations, les élèves assurèrent l'entretien des routes, le transport des mœllons qui ont servi à construire l'E.P Kivyeyi même si cette dernière n'est pas encore réhabilitée. Ils ont également organisé des activités culturelles ayant pour thème « La non exclusion ethnique et la non violence ».

III.3. Le rôle des organismes internationaux et des O.N.Gs

III.3.1. Organismes internationaux

Pour porter secours aux sinistrés, le gouvernement burundais recourut notamment à la générosité des bienfaiteurs, car la tâche de réinstallation et de réinsertion des déplacés de guerre était tellement immense que le gouvernement seul n'y parvint pas. Il sollicité l'aide technique et matérielle auprès des organismes internationaux et des ONGs. C'est par leur action que des maisons furent construites et des infrastructures sociales (écoles, centre de santé) furent réhabilitées.

En commune Kiganda, les différentes ONGs et autres bienfaiteurs ont répondu positivement à cette action de 1993 à 1998. C'est notamment le cas de PAM, IMC, AICF, OMS, CRS, Solidarité, et d'autres comme l'Amicale de Kiganda, Diocèse de Bujumbura, Projet Mugamba-Nord.

III.3.1.1. L'Organisation Mondiale de la Santé

Suite à la promiscuité de la population dans les camps, l'OMS a assuré en commune Kiganda la formation des déplacés en leur donnant des informations à propos des maladies sexuellement transmissibles. Les représentants des déplacés sur le volet « MST »ont bénéficié d'un séminaire de formation en 1997.

III.3.1.2. Programme Alimentaire Mondial

Comme on était en situation d'urgence, le PAM distribua des vivres comme le riz, le haricot, la farine mais aussi bien les équipements ménagers comme les casseroles, les assiettes, etc. Tous les sinistres ne l'étaient pas au même degré : La plupart bien entendu avaient quitté leurs collines d'origines démunis de leurs biens. Le plus grand nombre cependant avait continué à exploiter leurs propriétés accompagnés par les militaires. Ils étaient donc moins misérables que ceux provenant de la commune Rutegama. Un ressortissant de cette commune nous aura appris qu'il y avait des tricheries lors de la distribution des aides. Il arrivait que certaines personnes fortement sinistrées ne reçoivent pas d'aides[62]. Pour résoudre ce problème, l'administration locale en collaboration avec le curé de la paroisse et les responsables des sites prirent des mesures qui suscitèrent des lamentations au sein des déplacés surtout les moins misérable qui n'acceptaient pas que la catégorie vulnérable soit la seule privilégiée. Cette catégorie était constitué par des enfants de moins de 5 ans non accompagnés, des personnes de plus de 50 ans, des handicapés et des veuves ayant beaucoup d'enfants à charge »[63].

III.3.2. Les autres ONGs : Solidarité, IMC, CRS, EEBU.

En commune Kiganda, « Solidarité » choisit d'intervenir dans le domaine alimentaire. Elle s'attela à distribuer des vivres et des semences en 1995.
L'IMC s'intéressa au domaine de la santé. Cette ONG œuvra en faveur des enfants surtout en les vaccinant. Elle participa activement à la réhabilitation du centre de santé et de l'hôpital de Kiganda en 1996.

---

[62] Entretien avec un originaire de Rutegama, NZINGO Melchior, 70 ans, 2007.
[63] Entretien avec l'administrateur de l'époque, BIGIRINDAVYI Tharcisse, 2009.

CRS intervint dans le domaine de la reconstruction en 1998. Il construisit 172 maisons à Kiganda et à Renga, distribua des tôles, des portes, des fenêtres et rémunéra aussi la main d'œuvre qualifiée.
AICF construisit 394 maisons sur les 16 collines de la commune Kiganda, distribua des tuiles, des portes, des fenêtres et des clous en 1996.
D'autres maisons furent construites par l'EEBU : 50 maisons à Musongati, 60 maisons à Murambi et à Kanegwa. Elle distribua aussi des tôles pour la couverture de ces maisons en 1997.

III.3.3. Les autres bienfaiteurs

C'était notamment l'Amicale de Kiganda qui est intervenu en 1994 dans le domaine alimentaire en fournissant aux déplacés des vivres constitués de haricots, de riz, du maïs, d'huiles.

Le diocèse de Bujumbura participa lui aussi à la reconstruction de 12 maisons à Kiganda et distribua des tuiles en 1998. Le gouvernement du Burundi, l'administration en collaboration avec la CRS construisirent 189 maisons à Rwesero et à Nyakamoso. Ils distribuèrent aussi des tuiles, des portes, des fenêtres et des clous en 1997. Ils firent l'inventaire des terres vacantes afin de les distribuer aux déplacés qui n'avaient pas où s'établir. Dans le site de Rwesero, une dizaine de familles s'y sont installées définitivement.

Le projet Mugamba-Nord intervint dans le domaine de l'équipement. Il distribua aux déplacés des habits et des couvertures.

En définitive, on peut dire que les actions de tous ces bienfaiteurs ont contribué à soulager les souffrances endurées par les sinistrés des années 1994-1998 puisqu'elles ont permis l'installation des déplacés dans des lieux aménagés à cette fin et dans des conditions plus ou moins acceptables.

Enfin de compte, la solution satisfaisante au drame vécu par les « Banyakiganda » était leur auto-prise en charge consécutive à la réinstallation sur leurs propriétés qui leur aurait enfin permit de vaquer à leurs traditionnelles activités socio-économiques.

III.4. La réintégration dans la vie socio-professionnelle

III.4.1. Développement du secteur informel

Dans les pays en voie de développement, le secteur informel est souvent une économie de survie concernant les couches les plus défavorisées de la population. Au Burundi, ce secteur est le second pourvoyeur d'emplois après l'agriculture en milieu rural. Il occupe environ 10% des actifs ruraux[64]. Les activités informelles constituent un moyen original de satisfaction des besoins nouveaux. Ces activités n'auraient pas eu de raison d'être dans l'ancienne société parce que le besoin n'existait pas ou parce qu'il était satisfait par des voies différentes. C'est pourquoi la population de Kiganda, que ce soit les déplacés, que ce soit les fonctionnaires ont dû s'organiser pour survivre d'où la création de petites activités génératrices de revenu. Bien entendu, il faut noter ici que ce ne sont pas seulement les moins instruits et les pauvres qui sont les principaux acteurs dans ce secteur.

Selon les enquêtes menées, cela s'explique par un salaire instable des fonctionnaires. Ces derniers éprouvent actuellement des difficultés face aux prix qui ne cessent d'augmenter. La satisfaction des besoins vitaux est pour le moment impossible. Face à cette situation critique, le secteur informel a un rôle crucial à jouer par sa contribution à la couverture des besoins fondamentaux, à l'augmentation du pouvoir d'achat et du niveau de vie de beaucoup de citoyens.

---

[64] OIT. Politique de l'emploi au Burundi. Bilan et perspectives, rapport de l'emploi au Burundi et programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique (PECTA). Addis abeba, 1990, p.117.

Au centre de Kiganda, nous avons dénombré plus de 8 salons de coiffure et plusieurs kiosques. Ces derniers appartiennent aux fonctionnaires oeuvrant dans cette commune et ont débuté juste après la crise. Selon NZOKIRA Pascal, ces activités viennent pallier l'insuffisance du salaire[65].

Ces salons de coiffure utilisent de l'électricité. En effet, les unités ne sont pas raccordées aux réseaux électriques. Ils captent cette énergie à partir des maisons d'habitations qui sont proches. Certaines de ces activités recrutaient les travailleurs parmi les déplacés qui cherchaient à gagner leurs vie honnêtement. Ce sont des jeunes qui ont abandonnés les études primaires. Pour se faire raser, il faut payer une somme variant entre 200 à 300F pour les adultes, et 100 à 150 pour les enfants. A la question de savoir pourquoi, ils ont préféré ce métier, les uns nous ont répondu qu'ils vivaient depuis le début de la crise dans les camps de déplacés. Leurs parents n'ont pas trouvé des moyens financiers pour les scolariser et qu'actuellement, ils ont un âge avancé par rapport aux écoliers normaux. D'autres nous ont affirmé que chez eux, la propriété foncière était très étroite et qu'ils sont venus chercher du travail salarié pour survivre.

III.4.2. Regroupement dans les associations

Face à ces innombrables difficultés, les gens de Kiganda ont développé beaucoup de moyens de lutte contre la pauvreté. Parmi ceux-ci, figure le regroupement au sein des associations dans le but d'unir leurs efforts pour accroître la production. D'après le rapport de la DPAE Muramvya 1996, une trentaine d'associations ont été créées en commune Kiganda. Les membres élaboraient des projets dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'apiculture, de la protection de l'environnement, de l'artisanat, de la transformation agro-alimentaire[66], etc. et ces associations commercialisaient

---

[65] Entretien avec l'un des propriétaires d'un salon de coiffure. NZOKIRA, P, Enseignant à l'Ecole Professionnelle de couture, 2008.

[66] MINAGRI, DPAE Muramvya, rapport annuel 2006.

quelque fois les produits de leurs récoltes. Les associations les plus dynamiques sont au nombre de onze et ont été financées par le PRASAB.

Dans le rapport mondial du PNUD paru en 1996 nous apprenons que : « le capital social est indispensable au développement humain. Les personnes qui se regroupent pour former une communauté forte et soudée que ce soit dans les associations ou au sein d'autres ONGs ont une plus grande force d'actions que les individus isolés. Elles offrent en outre la possibilité de s'exprimer à ceux qui sont faibles et sans pouvoir »[67].

Ces associations regroupent chacune un effectif variant entre 20 à 30 membres. Les sous-projets élaborés sont soumis à la PRASAB. Nous avons constaté lors de nos enquêtes que 11 seulement ont bénéficié du financement. D'autres n'ont pas eu ce privilège à cause des conditions exigées qui n'étaient pas bien remplies.

[67] PNUD. Rapport mondial sur le développement humain, Paris. Economica. 1996. p.84.

Tableau n°15. Les associations et leurs sous-projets financés : de 1996 à 2008

Noms	Désignation	Montant (FBU)
1. Twitabe	Elevage de vaches	9.058.825
2. Dusangire	Elevage de vaches	7.873.038
3. Kinywamagana	Apiculture	14.929.000
4. Nshirukumwete	Elevage des caprins	4.107.191
5. Tugiramagarameza	Elevage de bovins	13.402.400
6. Imboneza	Elevage de bovins	11.470.135
7. Ntayagabiri	Elevage de bovins	11.685.000
8. Koriciza	Elevage de bovins	9.657.500
9. Girumwete	Confiturerie	27.837.000
10. Imparanirakuzinduka	Elevage de bovins	12.529.500
11. Dukingisiyacu	Production de 200.000 plants sylvicoles	134.434.389

Source : MINAGRI, DPAE Muramvya, rapport annuel, 2006.

Si ces associations reçoivent des financements, ce sont les membres qui seront les premiers bénéficiaires. A en croire un membre de l'association GIRUMWETE, la somme d'argent qui en provient était gérée par le comité de l'association et peut venir en aide aux membres au moment opportun[68].

Toutes ces initiatives tant locales qu'étrangères ont permis la réinstallation et la réintégration des familles déplacées qui ont regagné leurs propriétés ou se sont installées sur de nouveaux sites. Grâce à ces initiatives, la vie s'améliore progressivement malgré la persistance de la pauvreté induite notamment par les nombreuses déstructurations causées par la guerre.

[68] Propos recueillis auprès de SINDAHARAYE Marc, 56 ans, 2009.

CONCLUSION GENERALE

Tout au long de ce travail, nous avons étudié les effets de la crise dans tous les secteurs sensibles comme l'économique et le social en commune Kiganda.

Sur le plan économique, la pauvreté croissante observée au cours des dernières années en commune Kiganda est due à la crise d'octobre 1993. Le désoeuvrement de beaucoup de gens a accentué leur pauvreté et a contribué à l'aggravation des problèmes sociaux. Une partie des sinistrés s'est vite rendue compte qu'une seule activité ne pouvait plus les faire vivre et a choisi de se regrouper en associations. D'autres comme les fonctionnaires se sont investis dans de petites activités génératrices de revenu en vue de faire face aux prix des denrées de première nécessité qui n'ont cessé d'augmenter dès le début de la crise. Le secteur agro-pastoral a également souffert de la crise. En effet, les vols du bétail et la défaillance de l'encadrement dans le domaine pastoral ont entraîné la diminution sensible du cheptel.

Sur le plan social, les déplacés ont mené une vie de misère profonde qui a entraîné le délitement des valeurs sociales et morales. Le début de la crise en commune Kiganda a été marqué par l'afflux des déplacés intérieurs qu'extérieurs qui venaient se réfugier au chef-lieu de la commune. Les infrastructures d'accueil en l'occurrence les écoles, hôpital furent vite débordées. Pour faire face à cette impasse, certains acteurs installèrent ces déplacés dans d'autres sites. Ils leur construisirent des maisons en briques adobes qui contribuaient à leur faire mener une vie décente.

Quant à l'éducation, beaucoup d'enfants ont abandonné l'école surtout au primaire, à cause de la pauvreté de beaucoup de familles. Au niveau du secondaire, il y a eu accroissement des effectifs au début de chaque rentrée scolaire. Mais l'augmentation des élèves en nombre va de pair avec le manque de matériel didactique et l'étroitesse des infrastructures scolaires.

Nous pensons que cette étude constitue une contribution modeste dans la connaissance de la crise en commune Kiganda. Cela nous a permis de constater que chaque fois qu'il y a eu crise dans un pays, il y a également un effondrement dans tous les secteurs de la production.

BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages généraux

1. BADIE, B, Culture et politique, Paris, Economica, 1986, 158p.
2. CALDWELL, JC, Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest, New York, The population council, 1973, 1028p.
3. CHRETIEN, JP, Le défis de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi : 1990-1996, Paris, Karthala, 1997, 400p.
4. CONTE-SPONVILLE, A, Dictionnaire philosophique, Paris, Masson, 1976, 390p.
5. LORENZO, JH et alii, La crise du 20è S, Paris, Economica, 1981.
6. MERLE, M, Sociologie des relations internationales, 2è éd, Paris, Dalloz, 1976, 480p.
7. MERTENS,A, Contribution à la connaissance des régions naturelles au Burundi, superficie et densité de population par colline de Recensement, Bujumbura, ISABU, 1984, 116p.
8. REYNTJENS, F, L'Afrique des Grands Lacs en crise : Rwanda-Burundi, 1988-1994, Paris, Karthala, 1994, 326p.
9. ROBERT, P, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, Paris, Société du nouveau littré, 1986, 2171p.
10. VALLERA, A, GIACCOBI, M, AYDALOT, L, Economie générale, Paris, Dunot, 1984, 384p.
11. YAP, A, Comment résoudre le malaise camerounais ? Elément d'analyse et de réflexion, Paris, Presse de polis, 1998, 90p.

B. Mémoires et autres publications + cours

1. A.B.P, la folie meurtrière d'octobre 1993, Bujumbura, ABP, 1994, 64p.

2. Collectif des partis d'opposition, Le génocide d'octobre 1993, Bujumbura, 120p.

3. GAHAMA, J, Histoire du Burundi, des origines à l'indépendance, Bujumbura, cours de 2ème candidature, UB, FLSH, Histoire, 149f.

4. HATUNGIMANA, A et alii, Stratégie nationale de réinstallation et de réinsertion des personnes sinistrées au Burundi, Rapport définitif, Septembre, 2002, 50p.

5. MASABO, M, Droit administratif approfondi, cours de 2ème Licence, UB, FLSH histoire, Science politique.

6. NDUWAYO, G, La crise d'octobre 1993 au Burundi. Essai d'interprétation, mém, UB, FLSH, 157f.

7. NGAYIMPENDA, E, « Crise socio-politique et destruction des ménages au Burundi ». in cahier démographique du Burundi, n°13, Bujumbura, 1999, 46p.

8. NKUNZIMANA, N, Kiganda, du domine royal à la paroisse (1850-1966), une histoire de rencontre de culture, mém, UB, FLSH, 105f.

9. NSANZE, A, Un domaine royal au Burundi, Mbuye (environ 1850-1945), Paris, Société française d'histoire d'outre mer, 1980, 92p.

10. PNUD, Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement au Burundi, Bujumbura, 1999,113p.

11. République du Burundi, Ministère à la présidence chargé du plan, monographie de la province Muramvya, cellule de planification régionale et aménagement du territoire, Bujumbura, 1986, 103p.

12. SIHINGEREJE, V, L'anti-Roi Kirima ou échec d'une tentative dynastique au Burundi (fin 19è S-début 20èS), mém, UB, 150f.

C. Rapports et articles de revus

1. BAYART, JF, in « Croissance » n° 408, Paris, Janvier, 1994.
2. Commune Kiganda, Rapport annuel d'activité, 2005
3. Commune Kiganda, Rapport annuel d'activité, 2006
4. Commune Kiganda, Rapport annuel d'activité, 2007
5. Commune Kiganda, Registres paroissiaux des années 1994, 1995 et 1996.
6. KAGABO, L, « La crise des valeurs » in Renouveau du Burundi n° 4538, Bujumbura, 10 avril 1995, p7.
7. Ministère à la réinstallation et à la réinsertion des déplacés et des rapatriés, Evolution du plan d'action pour l'année 1997, Bujumbura, Février, 1998, 18p.
8. Ministère de l'agriculture et de l'élevage ; DPAE Muramvya, Rapport annuel d'activité, 2004 Rapport annuel d'activité, 2006 Rapport annuel d'activité du 2è trimestre, 2008.
9. NTABONA, A, « Au cœur du drame burundais : le totalitarisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences » in ACA n° 3-4, Bujumbura, Presses Lavigéries, juillet-décembre 1994, pp 333-368.
10. OIT, politique de l'emploi du Burundi. Bilan et perspectives, rapport de l'emploi au Burundi et programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique (PECTA), Addis-Abeba, 1990, 117p.
11. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Economica, 1996, 146p.
12. République du Burundi, Recensement Général de la Population et de l'Habitat, août 1990, Gitega, 1992.
13. République du Burundi, Ministère de l'intérieur et du développement des collectivités locales, Recensement Général de la Population, août, 1979, Bujumbura, mai 1983.
14. TOUSSAINT, J... « Sur la crise » in encyclopaedie universalis, France, Symposium, les enjeux-Paris, 1990, 199p.

ANNEXE

Liste des informateurs

Nom et Prénom	Profession	Colline	Age
1. Nicayenzi Carinie	Cultivatrice	Nyagisozi	63ans
2. Nigirimana Tharcisse	Ex administrateur	Kayange	52ans
3. Ruhivu Alexis	Agronome	Burenza	42ans
4. Ntakimazi Zacharie	Cultivateur	Ruga	57ans
5. Mbazumutima Emmanuel	Vétérinaire	Ruvumu	44ans
6. Niyongabo Apollinaire	Infirmier	Musongati	45ans
7. Nzigo Melchior	Cultivateur	Murinzi	70ans
8. Nzokira Pascal	Enseignant	Kiganda	56ans
9. Sindaharaye Marc	Cultivateur	Kayange	56ans
10. Bigirimana Jérôme	Décarte scolaire	Ruvumu	45ans
11. Ngendakubwayo Consolatte	Cultivatrice	Kayange	48ans
12. Buzubona Juvénal	Directeur	Murambi	52ans
13. Ndayizeye Jonas	Directeur	Mwazo	36ans
14. Ntukamazina Anatole	Enseignant	Murinzi	37ans
15. Ndanumuyobe Jérémie	Cultivateur	Kayange	51ans
16. Sibomana Mélance	Commerçant	Kayange	36ans
17. Ndayisenga Graciose	Administrateur	Ruvumu	39ans

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

1. Identité de l'enquêté :

Nom	:
Prénom	:
Sexe	:
Date de naissance	:
Etat civil	:
Activité principale	:
Autres....	:

a. Aux agriculteurs

1. Quelle était votre activité principale ?
   a. Eleveur b. Cultivateur c. Artisan d. Les trois à la fois
   e. Autres...
2. Receviez – vous des récoltes suffisantes avant la crise?.....
   .....
3. Comment rendez-vous votre sol fertile ?.....
   .....
4. Avez-vous la possibilité d'exploiter vos propriétés aujourd'hui ?
   ....
5. Quel type de bétail éleviez-vous ?..... .....
   .....
6. Quel avantage tirez-vous de vos bêtes ?.....
   .....

   Contraintes
7. Quels sont les principaux obstacles à votre activité ?.....
   .....
8. Pensez-vous que ces obstacles sont liés à la crise ?.....
   .....
9. Quelle est votre situation matérielle actuelle ?.....
   ....

b. <u>Aux rapatriés</u>

1. Identité de l'enquêté : Nom :
Prénom :
Sexe :
Date de naissance :
Etat civil :
Activité principale :
Autres.... :

1. Combien d'enfants aviez-vous avant la crise ?.....
.....
2. Combien sont- ils emportés par la crise ?.....
.....
3. N'y avait-il pas autre maladie qui a causé la ort de vos enfants ?.....
4. Etes-vous restés sur la colline ou vous a pris refuge lors de l'éclatement de la crise ?.....
5. Comment viviez-vous dans les camps ?.....
....
6. Receviez-vous une aide ? Si oui, par qui ? ONG ? Commune ? Autres.....
7. Comment étes-vous accueillis lors votre retour à la maison ?.....
.....
8. Quelle la leçon tirez-vous de la crise ?..... .....
.....
9. Comment est la cohabitation avec vos voisins ?.....
.....
10 .La crise a-t-elle eu des conséquences néfastes ou positives sur votre situation matérielle ? Néfaste : lesquelles ?.....
Positives : lesquelles ? .....

C. A l'agronome communal

1. Identité de l'enquêté : Nom :
Prénom :
Sexe :
Date de naissance :
Etat civil :
Activité principale :
Autres.... :

1. Comment était la production agricole de la commune avant la crise ?.....Bonne ?.....Moyenne ?.....Mauvaise ?.....
.....
2. Quels étaient les problèmes rencontrés pendant la crise ?
.....
3. Avez- vous enregistré une chute de production dans le secteur agricole.....
4. Y'avait-il eu une régression de l'encadrement suite à la crise ?
.....
5. Quelle est la situation de l'agriculture aujourd'hui ?
Bonne ? Moyenne ? Mauvaise ?.....
.....
6. La crise a-t-elle eu des répercussions sur les cultures de rente ?
Sur le thé : comment ?.....
Sur le café : comment ?.....
.....
7. Les intrants agricoles sont-elles faciles à trouver ?.....
.....
8. Quels sont les problèmes que connaît l'agriculture en commune Kiganda en générale suite à la crise ?.....
.....

D. Au vétérinaire communal

1. Identité de l'enquêté :

Nom	:
Prénom	:
Sexe	:
Date de naissance	:
Etat civil	:
Activité principale	:
Autres....	:

1. Combien estimez-vous le nombre de bovins dans la commune de Kiganda avant la crise ?.....
   .....
2. La crise a-t-elle eu un impact sur l'élevage dans la commune de Kiganda ? Si oui, comment ?.....
   .....
3. Quelles sont les consequences directes de la crise d'octobre sur l'élevage dans la commune de Kiganda ?.....
   .....
4. Y'avait-il eu une chute de bétail suite à la crise ? Si oui, comment ?.....
   .....
5. Est-ce qu'il y'avait eu une régression de l'encadrement dans la domaine pastoral à cause de la crise ? Si oui, de quand jusque quand ? .....
   .....
6. Quelle est la situation de l'élevage aujourd'hui en commune de Kiganda ? a)bonne. B) moyenne c) mauvaise
   .....

E. Aux enseignants et aux directeurs

1. Identité de l'enquêté : Nom :
Prénom :
Sexe :
Date de naissance :
Etat civil :
Activité principale :
Autres.... :

1. comment était organisé l'enseignement dans votre canton avant la crise ?.....
.....
2. Y'en avait-il d'abandons suite à la crise ? a)élève b) écoliers c.Professeurs. Si oui ; combien ?.....
.....
3. Quelles sont les raisons d'interruption ? a) insécurité.....
b) attaque.....c) manque de moyens.....
.....
4. Le taux de réussite est-il élevé par rapport à celui d'avant la crise si oui, pourquoi ? Si Non pourquoi ?.....
.....
5. La crise a-t-elle eu des répercussions sur la scolarité dans votre canton si oui explique brièvement ?.....
.....